

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorités ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et ferment les oreilles aux autres sources.

Journal **de** Palestine

N° 472 du 21.07 au 08.08

Par C. De Broeder et M. Lemaire

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog :

<http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré à part

Tiré a part

Congrès du Fatah.

Le Nazisme en copié-collé.

"Nakba" disparaîtra des manuels scolaires pour Arabes israéliens.

Carter : 'Arrêtez le blocus qu'Israël impose à Gaza'

Les livraisons de ciment autorisées à Gaza

1 Résistance

Détails par région:

2 Décompte des pertes humaines

3 Politique

Politique Palestinienne

Politique Israélienne

4 Politique internationale des territoires occupés

21-07 au 08-08: Peuple Palestinien : 7 tués - 61 blessés
Occupants : 0 tué - 0 blessé

Tiré a part

Congrès du Fatah.

Le dernier congrès du Fatah, le premier organisé depuis 20 ans, a donné lieu à de nombreuses luttes entre clans, qui ont focalisé l'attention.

Mais, au-delà, les résolutions prises lors de ce congrès prouvent qu'il y a bien un partenaire du côté palestinien] [Edito de la rédaction](#)

Le sixième congrès du Fatah à Bethléem a énormément fait parler de lui à cause des luttes internes entre ses clans et entre les dirigeants du mouvement.

Mais si ces luttes ont eu pour objet principal le contrôle de positions-clés au sein du mouvement ainsi que des questions constitutionnelles, on a un peu passé sous silence l'approche générale du Fatah à l'égard du conflit israélo-palestinien.

Le nouveau programme du Fatah, ainsi que le discours du président Mahmoud Abbas, ont bénéficié du soutien quasi unanime des plus de 2 200 délégués venus de toute la diaspora palestinienne.

Depuis Bethléem, ils ont envoyé un message sans équivoque : le choix stratégique du mouvement national palestinien demeure deux Etats pour deux peuples.

Bien que le premier congrès organisé par le Fatah depuis 20 ans se soit tenu à l'ombre de l'occupation israélienne et d'un processus de paix dans l'impasse, le mouvement s'est engagé à privilégier l'option diplomatique et les principes de l'initiative de paix arabe. Le Fatah s'est officiellement différencié du Hamas et a rejoint le consensus arabe et international, c'est-à-dire la création d'un Etat palestinien géographiquement continu sur la base des frontières du 4 juin 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, et une solution juste au problème des réfugiés, en accord avec Israël, sur la base de la résolution 194 des Nations unies.

Le congrès a rejeté l'exigence de reconnaître Israël en tant que « Etat du peuple juif », ainsi que l'idée d'un Etat palestinien aux frontières provisoires. Il est dommage que l'appel à des liens plus étroits avec le camp de la paix en Israël ait été entaché d'une allusion révoltante à l'assassinat de Yasser Arafat par Israël.

[Extrait de l' Edito](#) La Paix Maintenant (Ce point sera développé dans le prochain Dossier de Palestine)

Trad. : Gérard pour La Paix Maintenant

17 août 2009

<http://www.haaretz.com/hasen/spages/1105921.html>

Le Nazisme en copié-collé.

Ils assassinent nos enfants pour, entre autre, alimenter leur banque d'organes ou leurs centres de recherche scientifique

L'entité sioniste a tacitement admis que les médecins de son institut légal avaient extrait les organes essentiels de trois enfants palestiniens âgés de 14 et 15 ans, tués de sang froid et sans raison par l'armée israélienne, à Gaza et en Cisjordanie, en décembre 2008.

Le Ministre de la Santé sioniste Nessim Dahhan a déclaré, en réponse à une question posée par un membre de la Knesset, Ahmed Teibi, ce mardi 28 juillet 2009, qu'*il ne pourrait pas refuser des organes provenant de corps de jeunes palestiniens tués par les forces israéliennes et voués à des greffes ou à la recherche scientifique.*

Les médecins de cet institut avaient extrait des organes tels que le cœur, les reins et le foie à partir des corps de ces adolescents.

Les corps avaient été remis à leurs proches en vue de leur enterrement, le 6 janvier 2009.

Cependant, peu avant l'enterrement, les équipes médicales palestiniennes les avaient examinés et avaient découvert que ces essentiels organes étaient absents des corps.

Les médias en « Israël » et ceux de l'Occident, comme les organisations humanitaires ou de défense des Droits de l'Homme, ont presque complètement ignoré cette affaire sans doute d'aucune importance à leurs yeux.

Sans aucune importance puisque sans doute à leurs yeux le Peuple Palestinien est une « sous race »

29 juillet

<http://libanresistance.blogspot.com:80/2009/07/le-nazisme-en-copie-colle-ils.html>

"Nakba" disparaîtra des manuels scolaires pour Arabes israéliens.

Le ministère israélien de l'Education annonce la suppression du terme "Nakba" - "Grande Catastrophe" - utilisé pour désigner la création de l'Etat juif en 1948 dans les manuels scolaires à destination des Arabes israéliens.

Alors qu'il était encore il y a deux ans le chef du Likoud, principal parti de l'opposition de droite, l'actuel Premier ministre Benjamin Netanyahu avait promis de prendre une telle initiative, assurant que l'utilisation même du terme revenait à se prêter à la propagande arabe.

Absent des programmes d'histoire destinés à la communauté juive, le mot "Nakba" avait été introduit en 2007 dans les ouvrages destinés aux écoliers arabes de huit à neuf ans par le ministre travailliste de l'Education de l'époque, Yuli Tamir.

Il s'agit du vocable par lequel les militants nationalistes palestiniens désignent la fondation de l'Etat d'Israël au terme d'un conflit qui a contraint quelque 700.000 Arabes de Palestine à fuir leurs foyers. Ceux qui sont restés et leur descendants représentent aujourd'hui un cinquième des sept millions d'habitants d'Israël et en possèdent la nationalité mais ils se plaignent d'être traités comme des citoyens de seconde zone par l'Etat juif.

Un porte-parole du ministre de l'Education Gideon Saar, a estimé "inconcevable" que les manuels destinés aux Arabes israéliens déclarent à propos du conflit de 1948 : "Les Arabes qualifient la guerre de Nakba - une guerre de catastrophe, de pertes et d'humiliations - et les Juifs l'appellent la guerre d'indépendance."

Djafar Farrah, directeur du groupe de rapprochement israélo-arabe Mossawa, a déclaré que cette décision ne ferait que "compliquer les choses" en tronquant la vérité et en alimentant le ressentiment de la population arabe israélienne.

Al-oufok avec les agences de presse

22 juillet 2009 -

<http://www.aloufok.net:80/spip.php?article730>

Carter : 'Arrêtez le blocus qu'Israël impose à Gaza'

Traitement inhumain des Palestiniens

« Ceci est la Terre Sainte pour nous tous, et j'ai espoir que nous puissions avoir la paix... nous sommes tous les enfants d'Abraham » a-t-il dit Jimmy Carter à la conférence de presse conjointe avec Ismail Haniya, le premier ministre du gouvernement du Hamas dans l'enclave palestinienne.

Haniya a ensuite dit que le Hamas soutenait la création d'un état palestinien dans les territoires occupés depuis la guerre des six jours en 1967. « S'il y a un vrai plan pour résoudre la question palestinienne en créant un état palestinien à souveraineté entière à l'intérieur des frontières du 4 Juin 1967, nous sommes d'accord. »

PAJU No 441, 24 juillet 2009:

http://www.pajumontreal.org/paju_fr/

26-07

George Mitchell et Ehud Barak ont déjà tenté à plusieurs reprises de trouver un compromis sur la question des colonies.

Mais la demande (...) américaine se heurte à la volonté israélienne d'autoriser la "croissance naturelle" des implantations pour répondre à leur expansion démographique

Al-Oufok)

Les livraisons de ciment autorisées à Gaza

En 22 jours, près de 1400 Palestiniens ont été tués, ainsi que 13 Israéliens. Depuis la fin de l'offensive, la bande de Gaza reste un immense chantier à ciel ouvert où la reconstruction, six mois après le retrait israélien, n'a toujours pas débuté. Enclavée et soumise à un blocus de l'Etat hébreu, la bande de Gaza voit depuis quelques jours Israël desserrer son étreinte : la fourniture de ciment en quantité limitée est désormais autorisée. Un geste de bonne volonté qui reste cependant limitée. Trois sites seulement de la bande de Gaza -dans un premier temps?- bénéficieront en effet d'une livraison de ciment, indispensable la reconstruction du territoire palestinien. Les autorités israéliennes s'efforcent de faire en sorte que ces importations de ciment, qui *devraient* être effectives d'ici une semaine ou deux, profitent à des projets purement humanitaires.

Jérôme GUILLAS

Vendredi 31 Juillet 2009

leJDD.fr

1 La lutte pour la libération dans les territoires occupés

Violations israéliennes recensées durant la semaine du 23 au 29 juillet

Les forces d'occupation israéliennes (FOI) ont poursuivi leurs agressions systématiques contre les civils palestiniens et leurs biens dans les Territoires occupés, imposant toujours un blocus total sur la bande de Gaza. Durant cette période :

- 7 civils palestiniens, dont un mineur et une femme, ont été blessés par les tirs des FOI en Cisjordanie ;
- les FOI ont mené 21 incursions dans les communautés palestiniennes de Cisjordanie et une dans la bande de Gaza :
 - elles ont arrêté 14 Palestiniens, dont 2 mineurs, en Cisjordanie ;
 - elles ont arrêté 200 travailleurs palestiniens dans le village de Barta'a, isolé par le mur d'annexion ;
- les FOI positionnées sur les check-points de Cisjordanie ont arrêté un Palestinien ;
- elles ont poursuivi leurs mesures de judaïsation de Jérusalem-Est :
 - les colons israéliens se sont emparés d'une maison palestinienne dans le quartier de Sheikh Jarrah ;
 - de nombreux colons israéliens ont envahi l'esplanade de la mosquée al-Aqsa ;
 - les FOI ont ordonné à 2 familles de Sheikh Jarrah de quitter leurs maisons dans les deux semaines ;
- la colonisation de la Cisjordanie se poursuit ainsi que les agressions des colons contre les Palestiniens et leurs biens :
 - le nombre des colons israéliens en Cisjordanie, en dehors de Jérusalem et des avant-postes sauvages, est monté à plus de 300 000 ;

- les FOI ont ordonné l'arrêt de travaux dans plusieurs maisons palestiniennes ;
- les colons ont lancé toute une série d'agressions contre les civils palestiniens et leurs propriétés.

Des Palestiniens du village de Bourin, au sud de Naplouse, ôtant les oliviers qui viennent d'être coupés par des colons israéliens.

Pour toute la semaine les FOI n'ont autorisé l'entrée que de 40 000 litres d'essence et 22 000 litres de diesel. La quantité du fioul industriel nécessaire à l'alimentation de la centrale électrique a encore été revu à la baisse.

Rapport hebdomadaire pour la période du 23 au 29 juillet 2009 : [PCHR](#)

traduction pour ce qui concerne Gaza : Jacques Salles, et la Cisjordanie : JPP.

Bande de Gaza - Au jour le jour

22.07.

Explosion à [Khan Younès](#), (dans le sud de la bande de Gaza), lors du mariage du neveu de [Mohammed Dahlane](#), (ex-homme fort du territoire palestinien),

Ancien conseiller national à la sécurité du président de l'Autorité palestinienne Abbas.

Il a occupé ce poste jusqu'en 2007, date de la prise de contrôle de la bande de Gaza par le Hamas, après laquelle il s'est réfugié en Cisjordanie.

Mohamed Dahlan est tenu responsable par les partisans du Hamas des raids menés contre le Mouvement de la résistance islamique dans les années 1990 dans la bande de Gaza.

source médicale, on indique que [52 personnes ont été blessées](#), parmi lesquelles figurent des femmes et des enfants. Elles ont été dirigées vers les hôpitaux du territoire palestinien. Mahmoud Dahlane, dont c'était le mariage, fait partie des blessés graves. *"Les premiers résultats de l'enquête ont confirmé que l'explosion de Khan Younès était due à une bombe assourdissante"*, a indiqué un porte-parole du ministère de l'intérieur, contrôlé par le Hamas.

Le Hamas a nié toute implication.

Un porte-parole de la police a annoncé l'arrestation de trois personnes, sans plus de précisions

www.lemonde.fr/ & /fr.news.yahoo.com

27-07

Une explosion, provoquée par une étincelle, suivie d'un incendie a tué [sept Palestiniens](#) dans la nuit dans un des nombreux tunnels courant le long de la frontière entre le sud de la bande de Gaza et l'Égypte, annoncent des responsables palestiniens.

Il s'agit de l'un des plus graves accidents survenus dans ces galeries souterraines utilisés pour ravitailler la population gazaouite coupée du reste du monde depuis des mois par le bouclage quasi-hermétique des frontières instauré par Israël.

Les autorités gazaouites craignent un alourdissement du bilan des victimes, pour certaines toujours ensevelies sous les gravats, dans les heures qui viennent.

Ces tunnels, par lesquels transitent produits de première nécessité, armes et munitions, avaient été l'une des cibles privilégiées de l'artillerie israélienne lors de l'invasion de la bande de Gaza par l'armée israélienne fin décembre 2008. Ces ouvrages de fortune ont depuis été réparés ou reconstruits.

L'Etat hébreu refuse de lever son bouclage de la bande de Gaza.

27 juillet

<http://www.aloufok.net:80/>

29-07

Des sources locales ont affirmé qu'une force de l'occupation israélienne appuyée par plusieurs chars et bulldozers militaires est entrée dans les terres agricoles à l'est de Karara à travers la porte de Kissoufim.

Les sources ont ajouté que les bulldozers militaires de l'armée de l'occupation ont rasé des grandes surfaces des terres agricoles des Palestiniens dans la région.

Il est à noter que les forces occupantes ont augmenté leurs incursions limitées à l'est des villes et camps de la bande de Gaza, où elles ont effectué 5 incursions durant la semaine dernière en démolissant 4 maisons, rasant des grandes surfaces des terres agricoles et [blessant 2 palestiniens au minimum](#).

CPI

Cisjordanie occupée par Israël depuis 1967 : Au jour le jour

20.07

Plus de trente colons juifs, certains à cheval, ont mis le feu à des champs et à des oliviers et ont caillassé lundi des véhicules appartenant à des Palestiniens en Cisjordanie.

[Deux Palestiniens ont été blessés](#) lors de cette action visant à protester contre l'enlèvement par l'armée d'un avant-poste d'une implantation non autorisée dans la région.

AP

21-07

L'armée israélienne a effectué une incursion mardi 21 juillet près de Khan Younès, dans le sud de la bande de Gaza, où elle a détruit une maison de trois étages et des fermes, ont affirmé des témoins palestiniens.

Selon ces sources, l'armée est entrée sur une longueur de 500 mètres à l'intérieur du territoire palestinien avec l'appui de chars et a détruit cette maison à l'aide d'un bulldozer. Elles n'ont pas fait état de blessés côté palestinien.

Une porte-parole de l'armée israélienne a confirmé qu'une force israélienne avait mené une incursion dans la bande de Gaza à la suite de tirs de Palestiniens vers des civils (?) israéliens.

LEMONDE.FR avec AFP

Période du 23 au 29 juillet

Jérusalem : les Palestiniens continuent d'y subir de sévères restrictions pour se déplacer vers et depuis la cité. Des milliers de Palestiniens ne peuvent entrer dans Jérusalem depuis des années. Des check-points sont installés à l'intérieur et autour de la ville. Les restrictions sont plus serrées encore le vendredi pour dissuader les Palestiniens de venir prier à la mosquée al-Aqsa. Ceux qui tentent de contourner les barrages se font rouer de coups sévèrement. Dimanche matin, 26 juillet, les FOI ont fermé le check-point de Qalandya, au nord de la ville, pendant plusieurs heures, provoquant un énorme embouteillage tout le long de la route de Ramallah à Jérusalem. Les FOI prétendaient avoir trouvé un objet suspect dans le secteur.

Naplouse : des contrôles prolongés (c'est-à-dire des heures d'attente en plus pour les Palestiniens, des fouilles plus approfondies, des interrogatoires plus serrés...) leur ont été imposés à la porte de fer posée par l'occupant sur la route de Naplouse à Tulkarem. Le samedi 25 juillet, l'armée a monté également un barrage à l'entrée sud d'Assira, au nord de Naplouse. Contrôles prolongés également sur les check-points de Shavi Shomron sur la route Naplouse/Jénine, de Za'tara, au sud de Naplouse.

Jénine : le vendredi 24 juillet, l'armée a monté un check-point au carrefour d'Arraba, au sud de Jénine. Tous les véhicules sont arrêtés et fouillés. Le lundi matin, porte de Barat'a, l'armée a empêché une équipe de techniciens de la Compagnie palestinienne de Télécommunications d'entrée dans Barat'a pour l'entretien du réseau téléphonique du village. Ramallah : de nouveaux check-points sont montés dans le secteur, sur les routes qui mènent à Ramallah. L'armée arrête tous les véhicules et les fouille. Lundi matin, 27 juillet, un barrage est monté au carrefour de Turmoz'eya. Hébron : lundi matin, 27 juillet, nouveau check-point rue al-Salam dans le centre d'Hébron : arrêts et fouilles des voitures.

Qalqilya : jeudi 23 juillet, l'armée positionnée dans le village d'Azzoun 'Atma, arrête un jeune Palestinien de 19 ans.

Al-Karamate, passage frontalier international avec la Jordanie, lundi 27, vers 10h du matin. Les FOI ont empêché 'Abdul Rahman Fahmi Zaidan, membre Hamas du Conseil législatif palestinien (parlement), de se rendre en Jordanie. Zaidan disait qu'il accompagnait sa famille en Jordanie pour faire soigner son fils atteint d'un cancer.

Rapport hebdomadaire pour la période du 23 au 29 juillet 2009 : [PCHR](#)

traduction pour ce qui concerne Gaza : Jacques Salles, et la Cisjordanie : JPP.

Construction du mur d'annexion

La construction du mur se poursuit à l'intérieur du territoire de la Cisjordanie. Durant cette semaine, mais comme dans les semaines précédentes, les FOI ont employé la force contre les manifestations non violentes organisées par les Palestiniens, avec des internationaux et des militants israéliens, pour protester contre la construction de ce mur.

Bil'in, à l'ouest de Ramallah : manifestation le vendredi 24 juillet après la prière. L'armée tire sur les manifestants avec des balles d'acier enrobées de caoutchouc, lance des lacrymogènes et des bombes assourdissantes. De nombreux manifestants souffrent des inhalations de gaz. Les FOI se sont servies aussi d'une substance liquide nauséabonde lancée sur les manifestants.

Ni'lin, à l'ouest de Ramallah : même manifestation, ce même jour. 4 Palestiniens, dont un mineur, ont été blessés lors de la répression de la manif par l'occupant.

Rapport hebdomadaire pour la période du 23 au 29 juillet 2009 : [PCHR](#)

traduction pour ce qui concerne Gaza : Jacques Salles, et la Cisjordanie : JPP.

30-07

Des sources bien informées ont annoncé que les milices du président sortant, Abbas, lancent une vaste campagne d'arrestation, sans précédent, contre les leaders et partisans du Hamas dans la ville de Bethléem, en les torturant sauvagement dans les prisons de l'autorité.

Les sources ont dit que les partisans du Hamas s'exposent à différentes sortes de tortures dans les prisons de l'autorité, en Cisjordanie occupée.

On note que les milices d'Abbas ont enlevé le captif, Eyad Habib, après sa libération des prisons sionistes, en l'empêchant de voir sa famille

CPI

<http://www.palestine-info.cc>

2 La Palestine en chiffre (Depuis le début de l'Intifada le 25 septembre 2000)

Civils & résistants tués	: 6.995
Palestiniens blessés	: 54.481
Internationaux blessés (balles réelles ou caoutchoutées, gaz lacrymogène, autres moyens)	: 192 (chiffre tout a fait minimal)
Arrêtés :	: 47.733
En prison :	: 11.800
Pacifistes en prison ou arrêtés	: 108
Autres actes	
Journalistes tués	: 9
Journalistes blessés	: ? + 32
Nombre de maisons palestiniennes détruites ou partiellement démolies	: 66.275

2-2 Occupants:

Israéliens tués	: 1.201 (359 militaires/policiers)
Israéliens blessés	: 6606

Les chiffres indiqués sont **vérifiés par le recoupement** des chiffres des pertes communiqués par la résistance & les médias occidentaux & XINHUANET (Chine)

3 Politique

a) Politique Palestinienne

MM Abbas & Haniyeh.

Abbas

26-07

Mahmoud Abbas a dit qu'il annulerait le congrès de son parti, prévu le 4 août à Bethléem, en Cisjordanie, si des membres étaient empêchés d'y assister.

Le dernier congrès du Fatah, le cinquième en 44 ans d'histoire du mouvement, s'est tenu en 1989 en Tunisie.

Aucun congrès n'a encore été réuni en territoire palestinien.

26 juillet 2009

Al-Oufok

Abbas réclame la démolition du "mur de sécurité" israélien

Le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas a demandé à Israël de démolir les "murailles de séparation" érigées depuis 2002 aux frontières de la Cisjordanie, a annoncé jeudi l'agence palestinienne WAFA. La déclaration de M. Abbas fait suite au discours du premier ministre israélien Benjamin Netanyahu qui a refusé de détruire la "clôture de sécurité" élevée au plus fort de la seconde intifada afin de contrer les attaques des terroristes kamikazes.

"Le 'mur' doit être démoli. L'implantation de colonies israéliennes sur notre territoire est illicite", rapporte l'agence, citant le leader palestinien qui a pris la parole à Ramallah après une rencontre avec le représentant spécial de la Russie pour le Proche-Orient Alexandre Saltanov.

Les Palestiniens qualifient d'annexion la mise en place de mur de séparation aux frontières de la Cisjordanie, mur qui s'avance par endroits en profondeur sur leur territoire.

"La clôture restera en place et ne sera pas démantelée. D'aucuns nous disent aujourd'hui: démolissez-là du moment que le calme est revenu. Mes amis, c'est parce que la clôture existe qu'il est enfin revenu", a déclaré la veille M. Netanyahu au parlement israélien.

23-07

<http://fr.rian.ru/world/20090723/122435770.html>

1-2 Les analyses (du processus de paix).

Le Hamas fait face aux agendas criminels de l'occupation.

Le député Al Achkar : les aspirations et tentatives de Netanyahu vont échouer également

Le vice-président du bloc parlementaire du Hamas, changement et réforme , Ismaïl Al Achkar, a affirmé que le Hamas représente la conscience très vive du peuple palestinien et le maintien à ses droits et principes face aux violations et crimes continus sionistes, tout en s'attachant à la lutte et soulignant que les aspirations et tentatives très basses du premier ministre extrémiste, Benjamin Netanyahu, pour provoquer les palestiniens contre le Hamas, vont échouer comme celles de ses prédécesseurs, Charon et Rabin.

Lors d'une déclaration de presse, le mercredi 29/7, Al Achkar a affirmé que les palestiniens vont faire échouer, certainement, les aspirations honteuses de Netanyahu, en soulignant qu'Ariel Charon avait aussi déclaré que la sécurité de la colonie de Netzarim est la même que celle de Tel Aviv, mais Sharon est disparu, et que "Netzarim" a été évacuée, alors que les aspirations de leur prédécesseur, Rabin ont échoué également, malgré qu'il rêvait de s'éveiller, un jour, et que Gaza soit engloutie par la mer, mais bien au contraire, Gaza célèbre, aujourd'hui, sa victoire après la guerre globale sioniste.

Tout en insistant sur l'attachement et le soutien immuable de la résistance pour protéger les droits légaux, intérêts suprêmes et principes légitimes du peuple palestinien, Al Achkar a confirmé que le Hamas représente, aujourd'hui, un chiffre très importants et capital dans la scène palestinienne, notamment pour faire face aux violations et crimes incessants de l'occupation israélienne.

30-07

CPI

1-3 Sur le terrain.

Réfugiés palestiniens: près de 5 millions (rapport OLP)

Le nombre de réfugiés palestinien est proche de 4,8 millions et continue de croître, lit-on dans un rapport publié samedi par l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).

Rédigé en prévision d'une conférence sur les réfugiés palestiniens au siège de la Ligue arabe le rapport est basé sur les données fournies par l'agence de l'ONU pour l'aide aux réfugiés palestiniens.

Selon le document, près de 44% des réfugiés palestiniens résident en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, le reste dans des pays arabes tels que le Liban, la Syrie et la Jordanie, ainsi que dans d'autres pays.

La situation la plus désastreuse s'est créée à Gaza qui vit depuis deux ans dans les conditions d'un blocus international. Dans ce territoire, la moitié des réfugiés vivent au-dessous du seuil de pauvreté.

Au sein des réfugiés, on dénombre bien plus de chômeurs que parmi ceux qui vivent dans leurs propres maisons. Pourtant, les réfugiés devancent leurs compatriotes en termes de croissance démographique.

Les autorités palestiniens et les pays arabes insistent sur le retour des réfugiés à leurs terres, conformément aux résolutions de l'ONU. De l'avis des Arabes, le règlement du problème des réfugiés palestiniens est une des questions clefs d'un règlement de paix avec Israël.

Dans le même temps Israël s'oppose avec résolution au retour massif des Palestiniens.

RIA Novosti.

1er août –

<http://fr.rian.ru/world/20090801/122542916.html>

1-6 Gouvernement cherche coalition désespérément...

31-07

Le Hamas refuse de laisser les quelque 450 délégués du Fatah se rendre en Cisjordanie, posant comme condition préalable la libération par le mouvement de M. Abbas de 900 militants du Hamas détenus en Cisjordanie..

AP

31-07

Le Fatah du président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas a annoncé vendredi que 57 de ses délégués ont quitter au cours des derniers jours la bande de Gaza, pour se rendre en Cisjordanie où se tient à partir de mardi le congrès de la formation nationaliste.

Le congrès du Fatah, est le premier depuis 20 ans

AP

Le Fatah hausse le ton avec le Hamas à l'approche de son congrès

Le Fatah a haussé le ton vis-à-vis du Hamas à l'approche de son VIe congrès, prévu le 4 août à Bethléem, en Cisjordanie occupée.

Le Hamas ne compte autoriser les 400 membres du Fatah basés à Gaza à se rendre à ce congrès que si les membres du Hamas détenus en Cisjordanie sont libérés, une condition qualifiée de provocation par le mouvement d'Abbas. (Reuters/Fadi Arouri)

Mercredi, un responsable du Fatah souhaitant conserver l'anonymat a menacé le Hamas de nouvelles arrestations s'il ne laissait pas partir les délégués nationalistes.

Cette menace "*ne réussira pas*" à ébranler le Hamas, a rétorqué un de ses leaders, Sami Abou Zourhi.

Raëd Radouane, responsable du Fatah à Ramallah, a répliqué que, si le Hamas maintenait son attitude, cela "*enfoncerait le dernier clou dans le cercueil du dialogue*" entre les deux mouvements en cours au Caire depuis des mois.

29/07

http://www.lexpress.fr/actualites/2/le-fatah-hausse-le-ton-avec-le-hamas-a-l-approche-de-son-congres_777519.html

Faire émerger de nouveaux visages au sein du comité central et du Conseil de la révolution

Le président de l'Autorité palestinienne aimerait faire émerger de nouveaux visages au sein du comité central et du Conseil de la révolution, vingt ans après le dernier congrès du Fatah à Tunis, où la direction palestinienne était à l'époque exilée.

Mouvement laïque, contrairement au Hamas et au Djihad islamique, le Fatah est parcouru par des clivages internes concernant la conduite des négociations avec Israël, le degré d'activisme à observer vis-à-vis de l'Etat juif, la démocratie interne et le renouvellement générationnel.

Le principal clivage interne oppose les réformistes, issus de la lutte armée sur le terrain, puis de la négociation avec Israël, à l'"establishment" privilégié de la diaspora, qui n'est revenu en Palestine qu'à la suite des accords d'autonomie conclus à Oslo en 1993.

Tout-puissant du temps de Yasser Arafat, le Fatah a commencé à se lézarder après sa mort en novembre 2004, faisant le lit du Hamas, qui a remporté en 2006 la majorité absolue au Conseil législatif palestinien, ouvrant une ère d'affrontement entre les deux 'frères ennemis'.

Le mouvement nationaliste cherche à retrouver quelque crédibilité aux yeux des Palestiniens, qui lui reprochent sa corruption et son clientélisme, ainsi que le maigre résultat des concessions successives faites à Israël durant les négociations passées.

29/07

http://www.lexpress.fr/actualites/2/le-fatah-hausse-le-ton-avec-le-hamas-a-l-approche-de-son-congres_777519.html

29-07

Selon Hussein al Cheikh, le responsable de l'Autorité palestinienne qui assure la liaison avec Israël au sujet du congrès de Bethléem, l'Etat juif a donné son accord pour que les membres du Fatah encore en exil et ceux qui vivent à Gaza puissent assister librement à la réunion.

Mais le président Abbas a menacé d'annuler le congrès si une partie de ses 1.550 délégués étaient empêchés d'y assister. Il a demandé à l'Egypte, qui joue les médiateurs avec le Hamas, et à la Syrie, qui abrite sa direction en exil, de faire pression sur le Hamas, pour qu'il laisse tous les membres du Fatah se rendre librement à Bethléem.

http://www.lexpress.fr/actualites/2/le-fatah-hausse-le-ton-avec-le-hamas-a-l-approche-de-son-congres_777519.html

1-7 Des Canons ... pas du beurre.

Relancer le processus de paix.

Dans un communiqué diffusé après les entretiens de lundi, le négociateur palestinien Saëb Erekat souligne que "le respect par chacun de ses engagements est le seul moyen de rendre une crédibilité au processus de paix".

Il a ajouté que le "Quartet" des médiateurs pour le Proche-Orient - Etats-Unis, Russie, Union européenne et Nations unies - devait "jouer un rôle constructif en faisant en sorte que toutes les parties honorent leurs engagements".

"Israël ne montre aucune intention de mettre fin à ses activités illégales de colonisation, notamment à Jérusalem-Est occupée et dans ses environs", a déploré Erekat.

Reuters

27-07

27-07

Nabil Abou Rdainah, conseiller du président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas, a dit à Reuters que les Palestiniens étaient prêts à reprendre "immédiatement" les discussions, sous réserve qu'Israël gèle la colonisation.

AP

1-10 Politique extérieure & économique.

29-07

Le Hamas a affirmé les bonnes relations et les intérêts communs entre le peuple Palestinien et Libanais et a demandé à les développer sur tous les niveaux.

Il a appelé également à ne pas discuter la question de la fixation des réfugiés Palestiniens au Liban sous l'ombre de l'attachement des palestiniens au droit de retour.

Le responsable du mouvement du Hamas au Liban, Ra'fat Moura, a insisté, sur les bonnes relations entre les deux peuples (libanais et palestinien) et sur l'importance de les développer pour servir les hauts intérêts de deux côtés.

Il a appelé à donner tous les droits humains aux réfugiés palestiniens au Liban.
CPI

b) Politique Israélienne

Netanyahu & Lieberman

Netanyahu

Etat palestinien: les six conditions de Netanyahu.

1/ Que les Palestiniens reconnaissent qu'Israël est un **Etat juif** ce qu'ils ne peuvent faire puisqu'un million d'Arabes vivent en Israël.

2/ Que cet Etat soit "**démilitarisé**", c'est à dire ne dispose d'aucune armée.

3/ Qu'aucun réfugié palestinien **n'ait droit au retour**.

4/ Que Jérusalem soit la **capitale unie** d'Israël.

5/ Que le **Fatah reprenne Gaza** au Hamas.

6/ Que la **colonisation "naturelle"** continue.

Il n'y aura donc pas de paix entre Israéliens et Palestiniens dans les mois à venir.

<http://globe.blogs.nouvelobs.com/archive/>

26-07

"Nous nous efforçons de trouver un arrangement sur un certain nombre de questions" a déclaré Benjamin Netanyahu

Alors que trois responsables américains, dont Gates, doivent se rendre dimanche 26 juillet au Proche-Orient, le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a affiché sa volonté de surmonter les divergences avec l'administration Obama.

Admettant qu'il n'y a certes "pas d'accord sur tout" dans le cadre des "relations amicales" avec Washington, Benjamin Netanyahu a néanmoins rappelé à l'ouverture de la réunion hebdomadaire du gouvernement, qu'Israël s'efforçait de "trouver un arrangement sur un certain nombre de questions".

<http://tempsreel.nouvelobs.com/>

Netanyahu minimise les divergences avec Washington

Le Premier ministre Netanyahu a minimisé dimanche les divergences avec les Etats-Unis sur la question des colonies, qui devrait être au cœur de la visite de l'émissaire américain George Mitchell.

"Il est tout naturel que dans le cadre d'une relation amicale entre deux alliés, il n'y ait pas d'accord total sur tous les points", a déclaré Benjamin Netanyahu alors que l'émissaire de Barack Obama au Proche-Orient, doit arriver dimanche en Israël.

George Mitchell doit s'entretenir dimanche avec le ministre israélien de la Défense Ehud Barak puis mardi avec Benjamin Netanyahu, pour tenter de mettre un terme au différend sur les activités de colonisation, qu'Israël ne veut pas geler malgré les appels de Washington en ce sens.

"Cette relation est importante et inébranlable", a souligné le Premier ministre israélien devant son gouvernement en évoquant les liens avec Washington.

"Nous essayer de trouver des accords sur des questions diverses afin de pouvoir, ensemble, faire progresser nos objectifs communs : la paix, la sécurité et la prospérité pour tout le Proche-Orient", a-t-il ajouté. .

26 juillet 2009 - Al-Oufok)

<http://www.aloufok.net:80/spip.php?article739>

23-06

M. Netanyahu a l'intention de plaider la cause d'une élévation du niveau des relations Israël et l'Union européenne, son principal partenaire commercial.

Les discussions sur ce rapprochement ont été gelées de facto en signe de désapprobation depuis l'opération menée par Israël dans la bande de Gaza au début de l'année.

(afp/acx)

<http://www.7sur7.be/7s7/>

2-1 Processus de paix.

Netanyahu espère "sceller la paix" avec les Palestiniens

Le Premier ministre Netanyahu déclare : "Nous espérons, dans les mois et les années à venir, sceller la paix avec les Palestiniens et l'élargir à une paix régionale plus large".

Il n'a cependant donné aucune précision sur la manière dont il compterait relancer des discussions de paix actuellement au point mort.

Benjamin Netanyahu n'a pas davantage mentionné la question de la colonisation juive en Cisjordanie, point de discorde majeur et objet de pressions américaines sur son gouvernement.

Malgré les appels en ce sens des Etats-Unis, le gouvernement Netanyahu refuse de mettre un terme à ce qu'il nomme la "croissance naturelle" des implantations juives en territoire occupé.

500.000 colons vivent en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, où résident trois millions de Palestiniens.

Le Premier ministre a en outre posé des conditions strictes à l'éventuelle création d'un Etat palestinien, dont sa démilitarisation.

il a dit accorder une grande valeur aux avis formulés la semaine dernière par le prince héritier du sultanat de Bahrein, Cheikh Salman ben Hamad al-Khalifa, dans le Washington Post, sous le titre: "Les Arabes doivent parler aux Israéliens".

"Je voudrais dire que j'apprécie", a dit Netanyahu, citant ensuite un passage de cette tribune où le prince bahreïni appelait "toutes les parties à agir de bonne foi pour que la paix ait une chance".

Benjamin Netanyahu a également fait référence à une proposition arabe qui suggérait un retrait israélien des territoires conquis en 1967, durant la Guerre des Six jours - une condition rejetée par Israël.

"S'il ne s'agit pas d'offres finales, alors je crois que cet esprit peut contribuer à créer une atmosphère dans laquelle une paix globale est possible", a-t-il dit.

Reuters

23 juillet,

http://fr.news.yahoo.com/4/20090723/twl-po-israel-netanyahu-bd5ae06_1.html

2-2 Des Canons ... pas du beurre.

Guerre de Gaza : Israël ouvre 14 enquêtes contre ces soldats

L'armée israélienne a ouvert quatorze enquêtes contre des soldats soupçonnés de conduite criminelle lors de l'offensive dans la bande de Gaza du début de l'année au cours de laquelle plus de mille quatre cents Palestiniens ont été tués, indique jeudi un quotidien anglophone.

Le procureur général de l'armée, le général Avichai Mandelblit, a ordonné à la police militaire de mener ces enquêtes criminelles sur la centaine de plaintes actuellement en cours d'examen, ajoute le *Jerusalem Post* en citant des responsables militaires.

Les informations recueillies par le procureur général ont été transmises par des soldats, des Palestiniens ou des organisations comme Human Rights Watch et le Comité international de la Croix-Rouge.

Interrogée par l'AFP, une porte-parole de l'armée n'a pas réagi immédiatement à ces informations.

30.07.

http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2009/07/30/guerre-de-gaza-israel-ouvre-14-enquetes-contre-des-soldats_1224032_3218.html#ens_id=1106055

2-3 Sur le terrain.

De graves défaillances constatées dans les bases militaires israéliennes à Gaza

De graves manquements ont été constatés dans la surveillance des bases de l'armée d'occupation israélienne situées à la périphérie de la bande de Gaza, c'est ce qu'a indiqué, ce mercredi, la radio militaire israélienne.

Lors de contrôles effectués il y a deux semaines, des officiers israéliens ont pu déjouer sans la moindre difficulté le système de surveillance de ces bases, avoir accès à des ordinateurs et filmer des documents classés "top secret", a-t-elle précisé.

Des sanctions ont été prises contre les responsables de ces défaillances, et les mesures de sécurité ont été renforcées à la suite de ces contrôles.

Al-Manar

29/07/2009

<http://news.stcom.net/modules.php?name=News&file=article&sid=4479>

2-4 Les grandes manœuvres...

Israël annule des essais de son missile "Arrow-2"

Des responsables de la Défense israélienne ont annoncé jeudi que trois essais du système de défense par missiles censé protéger l'Etat hébreu contre toute attaque iranienne ont été annulés.

Selon ces responsables s'exprimant sous couvert de l'anonymat, ces essais d'une nouvelle version améliorée du missile "Arrow-2" ont été avortés par le commandement américain au large des côtes californiennes après des problèmes de communication entre le missile et le radar de contrôle.

Au cours de ces essais, le missile Arrow-2 devait intercepter un faux missile iranien "Shihab" mais le commandement américain a stoppé le lancement du missile intercepteur en raison d'un problème de communication.

Le missile "Arrow" est fabriqué conjointement par Israel Aerospace Industries et la division Défense de l'avionneur américain Boeing.

<http://www.aloufok.net/spip.php?article732>

Israël teste avec succès un nouveau missile antimissile.

La marine israélienne a testé avec succès, la semaine dernière, un système amélioré de son missile antimissile "Barak", annonce, dimanche 26 juillet, un communiqué militaire. Un missile "Barak" tiré à partir d'une vedette Saar-5 a réussi à intercepter un missile la visant et tiré à partir d'un navire de la marine israélienne. Le nouveau missile "Barak" a été développé conjointement par des experts de l'armée et de la marine israéliennes, par ceux de l'Institut Rafael pour le développement des armements et du Centre pour la recherche spatiale d'Israël.

Cette réussite intervient à l'issue d'une semaine marquée par trois échecs successifs de tests du système de défense anti-balistique israélien destiné à protéger le pays d'éventuelles attaques venues d'Iran ou de Syrie, selon des fonctionnaires du ministère de la défense. Dernier en date, un test au large des côtes californiennes d'une version améliorée du missile Arrow 2 (ou Hetz 2), mis au point conjointement par une firme israélienne et la division défense de l'avionneur américain Boeing, a été annulé en raison de défauts de communication entre le missile et les radars de la défense américaine.

ESSAIS CONCLUANTS POUR LE "DÔME D'ACIER"

Ce système de défense est développé en complément du "Dôme d'acier", voué à l'interception de roquettes d'une portée allant de 4 à 70 km.

Mi-juillet, le système a pour la première fois réussi à détruire en vol des roquettes similaires à celles tirées de la bande de Gaza ou du sud du Liban. Selon la chaîne privée de télévision "10", l'objectif du ministère de la défense est d'être en mesure de déployer la première batterie de ce système près de la ville de Sderot début 2010.

Selon les analystes, la réussite de l'essai du "Dôme d'acier" pourrait favoriser la cession future de parties de la Cisjordanie aux Palestiniens, que les autorités israéliennes conditionnent au déploiement d'une défense antimissile fiable.

LEMONDE.FR avec AP et AFP

26.07.09 |

http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2009/07/26/israel-teste-avec-succes-un-nouveau-missile-antimissile_1222971_3218.html#ens_id=1106055

30-07

Six mois après l'opération "Plomb durci" la vie semble avoir repris un cours normal.

Sderot, (ville israélienne toute proche de la Bande de Gaza) et qui vivait au rythme des roquettes palestiniennes, connaît sa plus longue période de calme depuis longtemps.

Des responsables israéliens pensent aussi que le Hamas et la résistance palestinienne utilisent ce calme apparent pour se réarmer.

AP

2-7 Diplomatie & engagements.

Un porte-parole de Lieberman dénonce des propos attribués à Sarkozy

Un porte-parole du ministre israélien des Affaires étrangères Avigdor Lieberman a critiqué mardi dans un communiqué des propos attribués au président français Nicolas Sarkozy lors d'un entretien avec le chef du gouvernement Benjamin Netanyahu à Paris.

Ce communiqué a été publié à la suite d'informations diffusées par la deuxième chaîne de télévision privée israélienne affirmant que le président français avait conseillé à M. Netanyahu lors d'un entretien mercredi dernier à l'Élysée de se débarrasser de M. Lieberman, chef d'un parti d'extrême-droite.

"Si ce qui est attribué au président français est exact, il s'agirait d'une immixtion d'un président d'un Etat démocratique respecté dans les affaires d'un autre pays démocratique, une chose grave et inacceptable", a affirmé le conseiller médiatique de M. Lieberman.

"Nous espérons qu'au-delà des positions politiques de chacun, tous les partis en Israël condamneront une intervention aussi grossière d'un Etat étranger dans nos affaires intérieures", a ajouté le conseiller.

Selon les informations diffusées par la chaîne israélienne, le président Sarkozy aurait affirmé à M. Netanyahu: "débarrasse toi de lui (Lieberman) et prend à la place Tzipi Livni (la chef de l'opposition). Avec elle et Ehud Barak (le ministre travailliste de la Défense) tu pourras faire l'histoire".

M. Netanyahu a pris la défense de son ministre des Affaires étrangères en affirmant qu'en "privé c'est quelqu'un de pragmatique". A quoi le président français, selon les médias israéliens, a répliqué: "lors de discussions privées Jean-Marie Le Pen (chef du Front National, un parti d'extrême-droite) est quelqu'un de très agréable".

Le Premier ministre israélien a ensuite affirmé que "l'on ne peut pas comparer les deux hommes". "Lieberman ce n'est pas Le Pen et il n'y a pas lieu de les comparer". Le président français a alors réagi en affirmant: "je ne tente pas de faire une comparaison".

Le 5 mai, M. Lieberman en visite à Paris lors de sa première tournée en Europe, avait été reçu à l'Élysée par le secrétaire général de la présidence, Claude Guéant, bras droit du président Sarkozy, qui ne s'était pas en revanche entretenu avec le chef de la diplomatie israélienne.

Avigdor Lieberman, 50 ans, a été nommé à la tête de la diplomatie israélienne après la percée de son parti d'extrême droite Israël Beiteinou aux législatives de février.

AFP /

30 juin

2-10 Politique colonialiste israélienne. (Colonisation & colonies)

Le nombre de colons passe le cap des 300.000 en Cisjordanie

Le nombre de colons en Cisjordanie a passé le cap des 300.000, rapporte le quotidien israélien "Haaretz" dans son édition de lundi.

Selon "Haaretz", qui cite des chiffres collectés par l'armée, on dénombrait 304.569 colons juifs installés en Cisjordanie, soit une hausse de 2,3% depuis le mois de janvier.

27 juillet 2009 -

<http://www.aloufok.net:80/spip.php?article742>

Construction à Jérusalem : Israël se prévaut de l'accord de Bush

Le vice-Premier ministre israélien a estimé mardi que les Etats-Unis ne pouvaient pas demander l'abandon d'un projet immobilier pour des familles juives dans les quartiers traditionnellement arabes de Jérusalem-Est alors que selon lui Bush avait donné son feu vert au nom de l'Amérique.

Dan Meridor, pourtant considéré comme l'un des plus modérés au gouvernement, a affirmé que le gouvernement de George W. Bush avait donné son accord informel à des constructions limitées et que son successeur Barack Obama devrait honorer ces accords au risque sinon de saper la crédibilité des Etats-Unis et la légitimité de futurs accords.

"Nous n'avons jamais eu d'accord avec la précédente administration, nous avons un accord avec l'Amérique", a déclaré M. Meridor à des journalistes étrangers. "L'accord que nous avons avec les Américains est contraignant pour nous et pour eux (...) Ils devraient respecter l'accord".

Washington demande l'arrêt du projet afin de relancer les négociations de paix israélo-palestiniennes. Des responsables américains ont déclaré que la Maison Blanche n'était pas liée par des accords informels conclus par l'administration précédente.

Des responsables israéliens et un ancien officiel de la Maison Blanche, Eliot Abrams, ont fait état d'une série d'accords écrits et oraux entre Israël et l'administration Bush.

Pendant que Dan Meridor parlait, ces colons israéliens s'en prenaient à des champs palestiniens en Cisjordanie pour le deuxième jour consécutif.

Ils ont coupé une quarantaine d'oliviers dans le village de Burin, selon le maire Ali Eid. L'armée israélienne a déclaré que les vandales étaient pris quand ses soldats sont arrivés. Des extrémistes saccagent régulièrement des propriétés palestiniennes pour protester contre le démantèlement par les forces israéliennes de petits avant-postes de colonisation en Cisjordanie.

Al-oufok avec les agences de presse

22 juillet 2009 -

<http://www.aloufok.net:80/spip.php?article730>

Israël rejette les critiques internationales sur la colonisation de Jérusalem est

Israël a rejeté mardi 21 juillet les appels des Etats-Unis, de la France, de l'Union européenne et de la Russie à geler la colonisation à Jérusalem est. "Israël agit et agira en fonction de ses intérêts nationaux et, en particulier, pour tout ce qui touche à Jérusalem", a affirmé le vice-ministre des affaires étrangères Danny Ayalon dans un communiqué. "Nos droits sur Jérusalem, y compris sur son développement, ne peuvent pas être contestés", a-t-il poursuivi.

Incursion dans Gaza

Le ministre de l'intérieur et vice-Premier ministre Elie Yishai a pour sa part proclamé qu'Israël n'était "pas la filiale d'un autre pays dans le monde. Le gouvernement et l'Etat d'Israël ont le droit de construire partout en Israël lorsque de tels projets ont obtenu toutes les autorisations légales".

Ces deux responsables faisaient allusion aux critiques émises dans le monde contre l'annonce, dimanche, d'un projet de construction d'une vingtaine de logements dans un quartier de Jérusalem est.

La France a convoqué au Quai d'Orsay l'ambassadeur israélien à Paris afin de réclamer à Israël l'arrêt de la colonisation à Jérusalem est. La semaine dernière, l'ambassadeur d'Israël à Washington avait été convoqué au département d'Etat américain pour fournir des explications sur la construction d'une première tranche de vingt logements à Sheikh Jarrah, un quartier arabe de Jérusalem est. La présidence suédoise de l'Union européenne a elle aussi appelé mardi Israël à s'abstenir de toute action "provocatrice" à Jérusalem est. La Russie a, pour sa part, appelé Israël à "stopper immédiatement" ce projet.

L'objectif affiché des promoteurs est de judaïser la partie orientale de Jérusalem, dont les Palestiniens voudraient faire la capitale de l'Etat auquel ils aspirent. Plus de 200 000 Israéliens sont installés dans une douzaine de quartiers de colonisation à Jérusalem est, où vivent 270 000 Palestiniens. "Nous n'acceptons pas que des juifs n'aient pas le droit de vivre et construire où que ce soit à Jérusalem est", avait déjà affirmé dimanche le Premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou lors de la réunion hebdomadaire du cabinet.

LEMONDE.FR avec AFP |

Israël délègue la gestion d'un quartier de Jérusalem-est à des colons radicaux (...)

Les autorités israéliennes ont délégué la gestion d'une partie du quartier palestinien de Silwan, à Jérusalem-est, à l'organisation radicale de colons Elad, dont le but est d'étendre la présence juive dans la partie orientale de la ville, affirme jeudi une ONG israélienne. «Cela a été fait en catimini, en violation flagrante des règles de bonne gouvernance et dans certains cas en violation de la loi, sans décision officielle et publique de la part du gouvernement ou de la Knesset (Parlement) et sans discussion, enquête ou examen publiques», affirme l'organisation Ir Amim (Ville des peuples), dans son rapport.

Selon l'ONG israélienne, «Silwan est la pierre angulaire d'un projet de grande ampleur destiné à prendre le contrôle des territoires palestiniens autour de la vieille ville, de couper celle-ci du tissu urbain de Jérusalem-est et de la relier aux blocs de colonies juives» au nord-est de la vieille ville. Silwan est un vieux quartier arabe de Jérusalem-est, occupée et annexée par Israël après la guerre des Six jours en 1967. Cette annexion n'est pas reconnue par la communauté internationale. A Silwan, Elad gère notamment le parc national «les Murs de Jérusalem» à la suite d'une transaction effectuée en catimini en 1997 entre l'organisation et l'agence publique des parcs et non d'une adjudication transparente comme l'impose la loi, indique Ir Amim.

Lorsqu'elle en a pris connaissance, l'agence nationale d'archéologie a déposé une requête contre cette transaction auprès de la Haute cour de justice, qui lui a donné gain de cause en 1999, poursuit le rapport. Mais en 2002 et en dépit de ce verdict, l'agence publique des parcs a remis une nouvelle fois le contrôle du site à Elad, précise-t-il. Elad a également acquis des bâtiments du quartier ayant appartenu à des Palestiniens. Certains ont été régulièrement vendus à des organisations juives, d'autres acquis dans des circonstances douteuses, y compris à l'aide de faux documents, assure Ir Amim. Silwan se situe en contrebas de l'Esplanade des mosquées, où se trouve le troisième lieu saint de l'islam. Le Mur occidental (mur des Lamentations), ultime vestige du second Temple juif de Salomon et lieu le plus sacré du judaïsme, est en contrebas de cette esplanade, que les juifs appellent le «Mont du Temple». Elad est gérée par David Be'eri, un ancien membre des forces spéciales israéliennes, qui depuis la fin des années 80 travaille avec le Fonds national juif - une organisation quasi-publique qui acquiert et gère des terres pour des colonies juives - dans le but d'évincer les Palestiniens de Silwan, affirme le rapport. Une telle manœuvre pourrait provoquer des violences, Silwan faisant figure de poudrière dans le conflit israélo-palestinien. «C'est comme donner des allumettes à un pyromane», estime Orly Noy, l'un des responsables d'Ir Amim. Les responsables d'Elad ont refusé de commenter le rapport.

24-07

<http://www.aujourd'hui.ma:80/international-details70244.html>

150 colons ont pris d'assaut la mosquée al-Aqsa sous haute-protection

Un groupe d'environ 150 colons juifs, ont pris d'assaut la cour de la mosquée Al-Aqsa, sous haute-protection de la police israélienne.

Selon l'Agence de presse palestinienne (Wafa), la police israélienne a permis aux colons de pénétrer à l'intérieur sous couvert que les colons sont autorisés de pénétrer le lieu sacré des musulmans dans le cadre du programme de tourisme étranger .

La police israélienne a ainsi permis à trois groupes de colons, cinquante chacun, de pénétrer la mosquée al-Aqsa, d'errer dans la cour de la mosquée de Rock et de visiter la porte de la miséricorde.

Ce n'est pas la première fois, et malheureusement pas la dernière fois que des colons sionistes violent les droits palestiniens, bafouent la culture arabo-musulmane et profanent les lieux sacrés des musulmans.

A ce titre, le Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient, Robert Serry, a exprimé sa préoccupation face à l'éviction du propriétaire d'une maison palestinienne de Sheikh Jarrah, à Jérusalem-Est, au profit de colons israéliens.

« La récente vague d'ordonnances d'évictions et de démolitions de maisons à Jérusalem-Est est contraire à la Feuille de route pour le Moyen-Orient », a déclaré Robert Serry, à propos de l'éviction ordonnée par la Haute Cour israélienne.

« Toute activité de colonisation à Jérusalem-Est est contraire au droit international et ne saurait préjuger de l'issue des négociations », a-t-il ajouté.

Le Coordonnateur a appelé à la retenue de toutes les parties et exhorté l'entité sioniste à s'abstenir de recourir à des mesures unilatérales à Jérusalem-Est de nature à enflammer une situation déjà tendue et à saper la confiance dans la solution des deux Etats, a rapporté un porte-parole du Secrétaire général.

Apparemment, l'entité sioniste n'a que faire de ses mises en garde !

<http://www.almanar.com.lb>

La publication des lois pour voler les terres palestiniennes démasque l'entité sioniste.

"La décision de la Knesset sioniste d'adopter une loi pour voler les terres des réfugiés Palestiniens dans les territoires occupés en 1948 démasque la réalité de l'entité sioniste" a affirmé, Dr. Kamal Adwan, le député du bloc parlementaire du Hamas.

Dans un communiqué dont le centre palestinien d'information a reçu une copie, Dr. Adwan a affirmé, le mardi soir 4/8, que cette loi est un message à ceux qui parient sur l'occupation et croient que cette entité veut réaliser une paix juste dans la région, en déclarant que cet enjeu n'est une illusion car cet état est basé sur le racisme, l'occupation et le colonialisme et ne respecte ni droits de l'homme ni les lois internationales.

les droits de l'homme et se dirige vers une politique pacifique avec le monde arabe et islamique.

Dr. Adwan voit que l'adoption de cette loi par la Knesset représente une violation aux droits du peuple palestinien qui possède ces terres depuis des milliers d'années.

Il a appelé les membres du Fatah qui participent au 6ème congrès dans la ville de Bethléem, en Cisjordanie, à revoir la politique de leur mouvement envers l'ennemi sioniste, et s'attacher au choix de la résistance et aux droits et principes du peuple palestinien.

Il a souligné que la communauté internationale doit porter ses responsabilités et prendre de fortes décisions pour faire face aux politiques et plans coloniaux sionistes qui violent les droits des palestiniens, sous l'ombre d'un silence ferme.

Dr. Adwan a condamné fortement la position du président américain, Barack Obama et sa direction envers les mesures agressives sionistes, tout en déclarant que cette loi représente une gifle à la direction américaine qui prétend garder

Source : <http://www.palestine-info.cc/fr>

PCHR - du 23 au 29 juillet 2009

05/08/2009

CPI

2-13 Situation dans les geôles israéliennes - Prisons & tortures

Salah Hamouri reste en prison.

Pas de remise de peine pour Salah Hamouri. La justice militaire israélienne a rejeté, dimanche, la demande de libération anticipée de ce jeune Franco-Palestinien de 24 ans, condamné, sans aucune preuve matérielle, à sept ans de prison pour son appartenance au Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) et un projet d'attentat contre le rabbin extrémiste Ovadia Yossef.

La Commission des recours a estimé que Hamouri ne pouvait bénéficier d'un allègement de peine en raison de son statut de « récidiviste ».

De père palestinien et de mère française, Hamouri, résident de Jérusalem-Est, avait déjà été emprisonné cinq mois pour avoir collé des affiches anti-israéliennes, puis quatre mois parce qu'il se trouvait chez un ami recherché par l'armée.

La commission, qui siégeait à la prison de Gilboa, a refusé que le consul-adjoint français assiste à l'audience.

Le comité de soutien français de Salah Hamouri reproche à Nicolas Sarkozy de n'être jamais intervenu personnellement pour défendre ce « prisonnier politique » français, libérable fin 2011.

Al-Oufok avec les agences de presse

28 juillet 2009 -

<http://www.aloufok.net:80/spip.php?article744>

2-14 Prisons & tortures : Déclaration

L'armée pratique toutes sortes de torture contre les Palestiniens.

Les tribunaux israéliens

Al-Achqar dévoile le fait que les tribunaux israéliens ont publié plus de 220 décisions de cette fameuse « Détention administrative ». Par ce régime, certains captifs ont vu leur détention renouvelée. Hachim Azmoutti a constaté que la sienne a été renouvelée pour la cinquième fois. Et ce n'est qu'un exemple.

Et cela fait plus de neuf mois que le captif de Gaza Sobhi Abdallah Abou Al-Loz a purgé la durée de sa condamnation ; il est toujours en prison, sous prétexte qu'il porte des papiers égyptiens.

Il souligne que le tribunal militaire de Ofer a jugé le captif Kamal Jamil, entre autres, à trois fois la perpétuité.

Al-Achqar insiste à dire que les captifs palestiniens détenus dans des cellules isolées souffrent le martyre. Il y en a même qui y passe dix ans de leur vie !

Et pour le plus ancien captif Fakhrai Al-Barghothi, il vient de passer trente et un ans de sa vie dans les prisons israéliennes.

Des sanctions supplémentaires

Le directeur du bureau d'informations du ministère palestinien des captifs et des libérés affirme que les administrations pénitentiaires israéliennes pratiquent de plus en plus de pressions sur les captifs palestiniens. Cellules isolées. Amendes considérables...

La torture, selon un document israélien

Et pour ce qui est de la torture, l'Association israélienne pour la lutte contre la torture, dans son rapport publié le mois dernier, dit que l'armée israélienne et les enquêteurs pratiquent toutes sortes de tortures et d'agressions à l'égard des captifs palestiniens, dès leur arrestation. Le rapport est renforcé par les témoignages de plus de 1600 captifs.

18 juillet 2009

CPI

3 Politique Internationale des territoires occupés

a) Pays Arabes & voisins

Iran

Première rencontre du négociateur palestinien avec un ministre iranien

Un des principaux négociateurs palestiniens, Saëb Erakat, s'est entretenu cette semaine en Egypte avec le ministre iranien des Affaires étrangères, lors d'une rencontre sans précédent, a annoncé dimanche un responsable palestinien.

19 juillet

"Saëb Erakat a rencontré (le ministre iranien) Manouchehr Mottaki à Charm El-Cheikh il y a trois jours", en marge du sommet des Non-alignés, a précisé ce haut responsable sous condition d'anonymat.

Une rencontre à ce niveau est sans précédent depuis la création en 1994 de l'Autorité palestinienne, a-t-il ajouté.

"Tous deux ont discuté de la situation interne des Palestiniens et de la nécessité d'une réussite dans les négociations entre le Hamas et le Fatah", a ajouté ce responsable en référence au dialogue de réconciliation entre les deux principaux mouvements palestiniens rivaux, mené depuis le 10 mars à travers une médiation égyptienne.

Toujours de même source, les deux interlocuteurs ont estimé qu'"il devait y avoir un équilibre entre le Fatah et le Hamas" et ont exprimé leur soutien aux efforts déployés en ce sens.

Le dernier round du dialogue interpalestinien, prévu le 25 juillet au Caire, a été reporté d'un mois, jusqu'au 25 août, pour permettre davantage de discussions entre les deux partis rivaux, a annoncé dimanche l'agence officielle égyptienne Mena.

Des responsables du Fatah du président Mahmoud Abbas et du Hamas se trouvent actuellement au Caire, où ils ont discuté pendant deux jours du bilan des négociations en cours.

Les deux rivaux sont à couteaux tirés depuis que le Hamas s'est emparé par la force de la bande de Gaza en juin 2007, délogeant les forces loyales à M. Abbas après dix-huit mois de coexistence houleuse au pouvoir.

Une vive tension règne entre les deux partis en Cisjordanie, où les services de sécurité dominés par le Fatah arrêtent régulièrement des membres du Hamas pour détention illégale d'armes.

L'Iran est l'un des principaux soutiens politiques du Hamas, mais Téhéran nie accorder un appui militaire au mouvement islamiste palestinien, qui contrôle la bande de Gaza, comme l'en accuse Israël.

En mars, M. Abbas avait demandé à Téhéran d'arrêter son "ingérence" dans les affaires intérieures palestiniennes, après un appel du guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei au monde musulman à se joindre à la "résistance" palestinienne.

Un mois plus tôt, le président ultraconservateur iranien Mahmoud Ahmadinejad, avait assuré que l'Iran n'était pas contre un accord de paix israélo-palestinien sur une solution à "deux Etats".

"Quelle que soit la décision qu'ils prennent, c'est d'accord pour nous, nous n'allons pas l'empêcher, quelle que soit la décision qu'ils prennent, nous la soutiendrons", avait-il expliqué.

<http://www.lematin.ch/flash-info/monde/premiere-rencontre-negociateur-palestinien-ministre-iranien>

b) Le Monde

1 Usa (le parrain)

1 Obama

Un Etat "palestinien démilitarisé"

Le président Obama ainsi que les dirigeants européens ont insisté pour une relance des discussions et la nécessité pour le Premier ministre d'accepter la création d'un État palestinien.

Soumis à ces pressions, M. Netanyahu a lâché (un peu) du lest en acceptant, pour la première fois, lors d'un discours le 14 juin, l'idée d'un État palestinien "démilitarisé". "Le Premier ministre va expliquer à ses interlocuteurs que ses propos ne pourront se traduire dans les faits que si les Palestiniens reconnaissent l'existence d'Israël en tant qu'État juif, ce qu'ils refusent pour le moment", a ajouté le responsable.

Selon lui, "le fait de demander qu'un État palestinien soit démilitarisé ne devrait pas gêner les responsables européens qui en privé admettent depuis des années cette idée".

L'acceptation d'un État palestinien avait été salué par les présidents Obama et Sarkozy.

Les conditions posées par Benjamin Netanyahu avaient été assimilées par les Palestiniens et les pays arabes à un refus de voir s'établir un tel Etat. (afp/acx)

23/06/09

<http://www.7sur7.be/7s7/fr/1505/Monde/article/detail/901583/2009/06/23/Netanyahu-va-presser-Paris-et-Rome-de-durcir-les-sanctions-anti-Iran.dhtml>

2 Les grandes manœuvres

Pour aider Palestiniens et Israéliens à conclure un accord de paix - Washington joue désormais la carte syrienne...

Les États-Unis comptent sur la Syrie pour aider Palestiniens et Israéliens à conclure un accord de paix, a déclaré hier à Damas le représentant spécial du président Barack Obama au Proche-Orient, George Mitchell.

L'ancien sénateur, qui venait d'être reçu par le président syrien Bachar Assad, a déclaré d'autre part qu'un des objectifs «à court terme» de Washington était d'encourager la reprise des négociations entre la Syrie, qui soutient le groupe radical palestinien Hamas, et l'État juif.

«Pour réussir, il faut qu'à la fois les Arabes et les Israéliens oeuvrent avec nous pour aboutir à une paix globale. Nous apprécierions la pleine coopération du gouvernement de la République arabe syrienne dans cet effort», a dit l'émissaire américain.

Après huit ans d'interruption, des pourparlers indirects entre la Syrie et Israël ont été engagés l'an dernier par l'intermédiaire de la Turquie, mais ils ont été suspendus dans la foulée de l'intervention de Tshal contre le Hamas à Gaza, en décembre et janvier dernier.

Ankara s'est dit récemment prête à reprendre sa médiation. Le président Assad a déclaré qu'Israël devrait d'abord s'engager à restituer le Golan occupé depuis 1967. Le premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou a exclu tout préalable syrien.

Pour leur part, les négociations israélo-palestiniennes parrainées par le «quartet» des médiateurs internationaux formé des États-Unis, de la Russie, de l'ONU et de l'Union européenne, sont totalement dans l'impasse. Le président palestinien Mahmoud Abbas refuse de les reprendre tant qu'Israël ne gèlera pas totalement ses activités de colonisation. Israël, qui s'y refuse, s'efforce d'aboutir avec Washington à un compromis sur cette délicate question qui serait lié à un progrès dans la normalisation des relations avec ses voisins arabes -- un objectif affiché du plan de paix adopté il y a cinq ans par la Ligue arabe.

Mitchell a qualifié ses entretiens avec Assad de «très francs et positifs», mais il n'a pas dit ce qu'il attendait que le chef de l'État syrien fasse pour contribuer à relancer les négociations israélo-palestiniennes, notamment auprès du Hamas, qui contrôle depuis deux ans la bande de Gaza.

En privé, des responsables syriens soulignent que Damas a joué un rôle modérateur auprès du Hamas qui a récemment accepté l'idée d'un État palestinien sur les territoires occupés par Israël durant le conflit de 1967.

Le soutien du régime de Damas au Hamas a contribué ces dernières années à grever les relations syro-américaines, mais celles-ci se sont améliorées depuis la prise de fonctions, en janvier, du président Obama, qui a fait d'un règlement au Proche-Orient une priorité diplomatique de son mandat.

<http://www.ledevoir.com/2009/07/27/260507.html>

Al-Oufok

3 Politique colonialiste israélienne.(vue des USA)

Bush avait donné son accord pour construire à Al Qods Est et Obama doit respecter cet engagement ...

Dan Meridor : George W. Bush a encouragé le colonialisme à al Qods occupée

Le gouvernement de l'occupation israélienne continue de défier le monde entier en s'attachant plus que jamais à l'extension coloniale dans les territoires palestiniens occupés en 1948, en s'appuyant sur des engagements illégaux, notamment de la direction précédente des États-Unis.

Suite aux tensions remarquables entre les dirigeants israéliens et certains leaders des pays occidentaux, dont le président américain, Barak Obama et le français Bernard Kouchner, qui ont appelé à la nécessité d'arrêter totalement les colonisations à al Qods, le vice-Premier ministre israélien a estimé, le mardi 21/, que les États-Unis ne peuvent pas demander l'abandon d'un projet immobilier pour des familles juives dans les quartiers traditionnellement arabes, à Jérusalem-Est, en confirmant que George Bush avait déjà donné son feu vert au nom des États Unis.

«Le gouvernement de George W. Bush avait déjà donné son accord informel pour construire dans la partie Est d'al Qods, alors que son successeur Barack Obama doit donc respecter nos accords avec Bush», a protesté le leader sioniste, Dan Meridor, contre les appels pour arrêter la colonisation.

Il a ajouté : «Sinon, la crédibilité des États-Unis et la légitimité des futurs accords vont être sabotés et mis au risque», selon l'agence

AP.

23 Juillet 2009

Une série d'émissaires américains en Israël à compter de dimanche

Le Premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou a déclaré dimanche espérer régler ses différends avec les Etats-Unis, au cours d'une série d'entretiens dans la semaine avec les principaux émissaires américains chargés des questions régionales.

Washington exige du gouvernement Nétanyahou qu'il gèle la construction dans les implantations juives de Cisjordanie et Jérusalem-Est, mais le Premier ministre s'y refuse. En outre, les Etats-Unis craignent qu'Israël ne fasse cavalier seul sur la question du nucléaire iranien.

"Bien entendu, dans le contexte de relations amicales entre alliés, il n'y a pas d'accord sur tous les points, et sur plusieurs questions nous cherchons à atteindre un accord, afin de progresser ensemble vers nos buts communs, la paix, la sécurité et la prospérité pour tout le Proche-Orient", a déclaré M. Nétanyahou avant le conseil des ministres hebdomadaire du dimanche.

George Mitchell, l'émissaire spécial de Barack Obama pour le Proche-Orient, est arrivé dimanche en provenance de Damas, en Syrie. Lui succéderont dans la semaine en Israël le secrétaire à la Défense Robert Gates, le conseiller à la sécurité nationale James Jones et le conseiller spécial d'Hillary Clinton, chargé de l'Iran et du Proche-Orient, Dennis Ross.

M. Mitchell, qui a rencontré dimanche à Tel Aviv le ministre israélien de la Défense Ehoud Barak, a qualifié les divergences entre les Etats-Unis et Israël de "discussions entre amis" et "non de conflits entre adversaires".

Il s'est ensuite envolé pour le Caire, anticipant un déplacement initialement prévu mardi. Selon un porte-parole de l'ambassade des Etats-Unis à Tel Aviv, Kurt Hoyer, M. Mitchell s'est rendu en Egypte ce dimanche à la demande du président Hosni Moubarak. Il n'a pas fourni de plus amples précisions, indiquant simplement que M. Mitchell serait ensuite de retour en Israël.

Un porte-parole du ministère égyptien des Affaires étrangères, Hossam Zaki, a de son côté déclaré que M. Mitchell s'entreferait lundi avec M. Moubarak et d'autres responsables.

AP

26-07

http://fr.news.yahoo.com/3/20090726/twl-israel-palestiniens-usa-mitchell-224d7fb_2.html

26-07

Washington exige du gouvernement Nétanyahou qu'il gèle la construction dans les implantations juives de Cisjordanie et Jérusalem-Est, mais l'Israélien ne cède pas.

"Bien entendu, dans le contexte de relations amicales entre alliés, il n'y a pas d'accord sur tous les points, et sur plusieurs questions nous cherchons à atteindre un accord, afin de progresser ensemble vers nos buts communs", a déclaré Nétanyahou avant le conseil des ministres hebdomadaire du dimanche.

Al-Oufok

Mitchell évoque des progrès sur la question des colonies

Après un entretien à Jérusalem avec Benjamin Netanyahu, George Mitchell, représentant américain pour le Proche-Orient, a dit n'être pas parvenu à un accord sur l'épineuse question des colonies juives, mais il a assuré avoir réalisé de "bons progrès" en ce sens.

Faisant écho à cet optimisme au terme de leur rencontre de deux heures, le Premier ministre israélien s'est dit confiant que les efforts de l'administration de Barack Obama et de l'Etat juif pour promouvoir la paix "finiraient pas être couronnés de succès".

"Nous attendons avec impatience de poursuivre nos discussions pour en arriver à un point où nous pourrions tous avancer vers la conception qu'a le président Barack Obama d'une paix globale, qui, je le sais, est aussi partagée par le Premier ministre et tous les autres dans la région", a dit Mitchell.

Le chef de la Maison blanche exige d'Israël qu'il gèle toutes les activités de colonisation à Jérusalem-Est et en Cisjordanie occupée, conformément à la "feuille de route" internationale pour la paix qu'ont acceptée en 2003 Israéliens et Palestiniens.

Benjamin Netanyahu a promis à Barack Obama de ne pas créer de nouvelles colonies mais il revendique fermement le droit d'Israël de développer les implantations existantes pour tenir compte, selon lui, de la croissance démographique "naturelle" de leur population.

Le président palestinien Mahmoud Abbas a réaffirmé lundi à l'émissaire américain que l'Autorité autonome qu'il dirige ne reprendrait pas les négociations de paix avec Israël, suspendues l'an dernier, sans un gel total des activités de colonisation.

George Mitchell a confié au dirigeant palestinien qu'il continuait ses tractations avec Israël pour aboutir à un accord à ce sujet, tout en ajoutant : "Il y a toujours un fossé entre nous et les Israéliens sur la question des implantations."

George avait préalablement soulevé la question dimanche avec le ministre israélien de la Défense, le travailliste Ehud Barak, qui a évoqué la possibilité de s'en tenir au simple parachèvement des travaux en cours dans les colonies en échange de gestes de pays arabes envers Israël.

L'émissaire américain a dit travailler en ce sens, mais, jusqu'à présent, rien ne laisse penser que les pays visés, comme la Syrie ou l'Arabie saoudite, soient prêts à avancer vers une normalisation de leurs rapports avec l'Etat juif sans un gel total de la colonisation.

A Ramallah, George Mitchell a confié que Washington faisait "tout son possible pour parvenir à une paix globale entre Israéliens et Palestiniens, entre la Syrie et les Israéliens, entre Israël et le Liban, ainsi qu'à la normalisation des relations entre Israël et tous les pays de la région".

Barack Obama veut "une reprise rapide des négociations de fond qui puissent aboutir rapidement, ce qui signifie que chacun doit prendre des initiatives, certaines difficiles, certaines controversées, afin de créer le contexte indispensable" au succès, a souligné l'ancien sénateur démocrate.

Al-Oufok avec les agences de presse

28 juillet 2009,

<http://www.aloufok.net:80/spip.php?article744>

Mitchell reconnaît que le désaccord persiste sur les colonies

Le représentant spécial de Barack Obama pour le Proche-Orient, George Mitchell : "Nous discutons de la question mais nous n'avons toujours pas conclu d'accord avec les Israéliens", "Il y a toujours un fossé entre nous et les Israéliens sur la question des implantations"

L'américain a ajouté que toutes les parties concernées devaient intensifier leurs efforts dans les semaines à venir afin de permettre une relance des discussions de paix, gelées depuis six mois.

George Mitchell a souligné que Washington faisait "tout son possible pour parvenir à une paix globale (...) entre les Israéliens et les Palestiniens, entre la Syrie et les Israéliens, entre Israël et le Liban, ainsi qu'à la normalisation des relations entre Israël et tous les pays de la région".

Le président américain Barack Obama veut "une reprise rapide des négociations de fond qui puissent aboutir rapidement, ce qui signifie que chacun doit prendre des initiatives, certaines difficiles, certaines controversées, afin de créer le contexte indispensable" au succès, a-t-il poursuivi.

Benjamin Netanyahu, qui refuse de geler ce qu'il présente comme l'extension "naturelle" des colonies existantes, s'est employé dimanche à minimiser le désaccord avec Washington.

"Il est tout naturel que, dans le cadre d'une relation amicale entre deux alliés, il n'y ait pas d'accord total sur tous les points", a-t-il dit, en soulignant "la relation importante et inébranlable" entre les deux pays.

Reuters

27-07

L'émissaire d'Obama continue de faire pression sur Israël pour un gel des colonies

Washington exige le gel des colonies juives en Cisjordanie. Mais Benyamin Nétanyahou considère que les implantations existantes doivent pouvoir s'étendre pour répondre à "l'accroissement naturel" de leur population.

Mitchell et Nétanyahou tentaient toujours mardi de résoudre le profond différend qui oppose les deux gouvernements sur un éventuel gel des colonies.

Mitchell avait exhorté Israël à "s'attaquer aux problèmes difficiles comme les colonies et les avant-postes" lors d'un entretien avec le président israélien Shimon Pérès.

Al-Oufok

28 juillet

<http://www.aloufok.net:80/spip.php?article744>

4 Paroles & actions des ex -présidents...

Clinton débloque 200 millions de dollars pour ... l'Autorité palestinienne

La secrétaire d'Etat américaine, Clinton, a annoncé vendredi que les Etats-Unis avaient débloqué 200 millions de dollars pour aider l'Autorité palestinienne à boucler son budget, comme ils s'y étaient engagés en mars.

"Ce transfert représente une portion importante de l'aide totale que j'ai annoncée en mars à Charm el-Cheikh", a déclaré la chef de la diplomatie américaine au cours d'une conférence de presse.

Lors d'une conférence de donateurs pour Gaza tenue début mars à Charm el-Cheikh, en Egypte, Mme Clinton avait annoncé une contribution totale de 900 millions de dollars pour les Palestiniens, dont 300 millions destinés à la bande de Gaza, le reste allant à l'Autorité palestinienne.

Vendredi, Mme Clinton a indiqué avoir voulu, avec cette annonce, exprimer son soutien aux réformes entreprises depuis deux ans par le président palestinien Mahmoud Abbas et le Premier ministre Salam Fayyad.

M. Fayyad, qui participait à la conférence de presse en duplex depuis Ramallah, a remercié la chef de la diplomatie américaine pour cette aide, soulignant que son montant était "le plus élevé jamais versé directement à l'Autorité palestinienne" à ce jour.

"C'est indubitablement une immense marque de confiance", a-t-il ajouté.

Notant que son émissaire spécial pour le Proche-Orient, George Mitchell, se trouvait justement au Proche-Orient pour de nouveaux entretiens avec les dirigeants arabes et israéliens, Mme Clinton a indiqué avoir aussi voulu créer les conditions d'une reprise des négociations de paix avec Israël.

"Nous espérons que le soutien des États-Unis et d'autres pays aidera à instaurer les conditions dans lesquelles un Etat palestinien pourra être créé, un Etat qui sera un partenaire responsable, en paix avec Israël et ses voisins de la région, un Etat qui rendra des comptes à son peuple, un Etat dont tous les Palestiniens, où qu'ils soient, seront fiers et qui sera respecté dans le monde entier", a-t-elle dit.

La secrétaire d'Etat a d'ailleurs appelé les autres pays à suivre l'exemple des Etats-Unis et à respecter leurs engagements financiers.

"Je pense que nous progressons dans nos efforts pour créer les conditions d'une reprise fructueuse des négociations dans un avenir proche", a-t-elle ajouté.

Lourdement dépendante de l'aide internationale, l'Autorité palestinienne a obtenu des promesses de dons

totalisant près de 12 milliards de dollars lors de deux conférences internationales, à Paris en 2007 et à Charm el-Cheikh en mars.

Mais début juin, M. Fayyad avait chiffré à 50 millions de dollars par mois le montant d'aide internationale qui faisait défaut à l'Autorité palestinienne.

25 Juillet

<http://www.almanar.com.lb>

http://www.alterinfo.net/Clinton-debloque-200-millions-de-dollars-pour-l-Autorite-palestinienne_a34952.html

4 Politique Internationale

Organisations Mondiales & régionales

Otan - 3 Onu - 4 Nations Unies - Banque Mondiale- Mouvement des non-alignés (MNA)

Onu

Sylviane Zehil : Les activités d'espionnage d'Israël, source de préoccupation pour l'ONU.

Le 10e rapport du secrétaire général de l'ONU sur l'application de la 1701 examiné hier en Conseil de sécurité. Le coordonnateur spécial du secrétaire général de l'ONU pour le Liban, Michael Williams, a présenté, hier, au Conseil de sécurité, lors de consultations privées, le dixième rapport du secrétaire général sur l'application de la résolution 1701 (2006).

À l'issue de ces discussions à huis clos, M. Williams s'est adressé à la presse, rappelant que la situation dans la zone d'opérations est demeurée calme dans l'ensemble, qu'il n'y a pas eu de violations graves de la cessation des hostilités au cours de la période en question et que les parties continuent à coopérer avec la Finul.

M. Williams a soulevé la question des activités d'espionnage pour le compte d'Israël. Le secrétaire général « s'inquiète des allégations du gouvernement libanais, selon lesquelles des cellules d'espionnage israéliennes opéreraient au Liban et les forces de défense israéliennes auraient aidé des espions présumés à franchir la ligne bleue pour passer du Liban en Israël, ce qui, si cela s'avérait vrai, pourrait menacer l'arrêt fragile des hostilités entre Israël et le Liban ». Il a en outre « pris note des profondes préoccupations exprimées par les autorités libanaises à cet égard et de leur affirmation selon laquelle ces menées constituent une violation de la souveraineté du Liban et de la résolution 1701 ».

« La présence au Liban de groupes armés échappant au contrôle de l'État et qui compromettent la capacité de ce dernier d'exercer pleinement son contrôle sur son territoire demeure un sujet de préoccupation, affirme le rapport. L'ONU reste convaincue que le désarmement de tous les groupes armés s'inscrit dans le cadre d'un processus politique dirigé par le Liban, afin qu'il n'y ait dans ce pays aucune arme ni autorité autres que celles autorisées par l'État. »

Le secrétaire général de l'ONU exhorte donc « tous les États membres à s'acquitter de leurs obligations en respectant immédiatement et sans conditions l'embargo sur les armes imposé au Liban, qui reste un volet fondamental de la résolution 1701 (2006) et un facteur important de la stabilité nationale et régionale. Le contrôle de la frontière libano-syrienne est un autre volet. Je demande au gouvernement libanais de poursuivre ses efforts pour sécuriser la frontière. Il convient de respecter pleinement et sans exception ces volets fondamentaux, car ils sont primordiaux si l'on entend parvenir à juguler les mouvements d'armes au profit de groupes échappant au contrôle de l'État. Les parties dans la région, en particulier celles qui sont liées au Hezbollah et à d'autres groupes au Liban, sont tenues de se conformer strictement à cet embargo. Toute violation va à l'encontre de la souveraineté du Liban et met en péril la stabilité du pays et de la région dans son ensemble ».

Concernant Ghajar, M. Williams a noté que « les forces de défense israéliennes continuent d'occuper une partie du village de Ghajar et la zone adjacente au nord de la ligne bleue, en violation de la résolution 1701 ». Il a rappelé que la Finul a présenté il y a un an une proposition visant à faciliter le retrait total des forces de défense israéliennes, précisant qu'il avait aussi systématiquement abordé la question avec des représentants du ministère israélien des Affaires étrangères au cours des visites qu'il a effectuées en Israël pendant la période considérée. Les représentants israéliens ont réaffirmé leur engagement à résoudre la question aussitôt que possible, mais ont déclaré qu'ils n'étaient pas en mesure de donner une réponse définitive à la proposition de la Finul, étant donné que le nouveau gouvernement israélien procédait à un examen général des politiques suivies par le précédent cabinet. L'ONU n'a pas encore été informée de la position du gouvernement israélien sur cette question. Quant aux fermes de Chebaa, Ban Ki-moon continuera d'œuvrer sur le plan diplomatique en vue de régler cette question, conformément aux dispositions du paragraphe 10 de la résolution 1701. En outre, il encourage Israël et la République arabe syrienne à donner leurs réponses à la délimitation provisoire de la zone des fermes de Chebaa qu'il a présentée, en s'appuyant sur les meilleures informations disponibles.

Le secrétaire général a demandé au gouvernement qui sera mis en place au Liban de réaffirmer son attachement à la mise en œuvre intégrale de la résolution 1701, et de prendre des mesures concrètes à cette fin. Il a transmis une demande analogue au gouvernement israélien.

Sylviane Zehil

Ligue internationale des parlementaires pour le soutien de la Palestine.

L'enlèvement des députés Palestiniens représente une pratique terroriste refusée par toutes les lois internationales.

La ligue internationale des parlementaires pour le soutien de la Palestine a affirmé que l'enlèvement des députés palestiniens par les forces occupantes sans aucune accusation représente une pratique terroriste refusée par toutes les lois internationales.

La ligue a exprimé sa condamnation à cette mesure sioniste illégale pratiquée contre les députés palestiniens. Le secrétaire de la ligue internationale, Abdallah Kassir, a dit, le mercredi 29/7, dans un coup téléphonique avec les membres de la campagne internationale pour la libération des députés captifs, que la ligue a organisé une réunion en coopération avec le parlement belge pour discuter des moyens qui aident à activer la cause des députés palestiniens captifs dans les prisons sionistes.

Il a affirmé la réussite de cette réunion qui a reçu des réactions positives sur le niveau belge, tout en soulignant que la ligue va organiser, prochainement, des sit-in et des réunions dans le but d'activer la question des députés Palestiniens captifs sur tous les niveaux internationaux.

Kassir a considéré que ces activités viennent dans le cadre du travail de la ligue pour confirmer son refus et sa condamnation à l'enlèvement illégal des députés palestiniens par l'occupation qui viole, de façon très flagrante, toutes les lois et règles internationales.

"Les pratiques sionistes contre les députés palestiniens représentent un terrorisme refusé", a ajouté Kassir.

Enfin, il a déclaré que la ligue a contacté tous les parlementaires dans tous les pays du monde pour obtenir leur soutien à la question des députés Palestiniens captifs dans les prisons sionistes.

CPI

30/07/2009

5 institutions et leurs satellites

Quartette (composé des États-unis, de l'Union européenne, de la Russie et des Nations unies)

26-07

Pour leur part, les négociations israélo-palestiniennes parrainées par le "quartet" des médiateurs internationaux formé des États-Unis, de la Russie de l'Onu et l'Union européenne, sont totalement dans l'impasse. Le président palestinien Mahmoud Abbas refuse de les reprendre tant qu'Israël ne gèlera pas totalement ses activités de colonisation.

Israël, qui s'y refuse, s'efforce d'aboutir avec Washington à un compromis sur cette délicate question qui serait lié à un progrès dans la normalisation des relations avec ses voisins arabes - un objectif affiché du plan de paix adopté il y a cinq ans par la Ligue arabe..

Al-Oufok

Human Rights Watch

Le projet du rapport de HRW : "disculper l'occupant (israélien) des crimes qu'il a commis"

Les tirs de roquettes contre des civils israéliens par le Hamas et d'autres groupes palestiniens de la bande de Gaza s'apparentent à des "crimes de guerre", estime l'organisation Human Rights Watch (HRW) dans un rapport publié jeudi.

"Les attaques à la roquette du Hamas visant des civils israéliens sont illégales et injustifiables, et assimilables à des crimes de guerre", affirme Iain Levine, directeur de programme à HRW et auteur du rapport.

"En tant qu'autorité gouvernant à Gaza, le Hamas devrait publiquement déclarer qu'il renonce à ces attaques visant des agglomérations civiles israéliennes et punir ceux qui en sont responsables, y compris les membres de sa branche militaire", ajoute-t-il.

Le Hamas contrôle la bande de Gaza depuis son coup de force de juin 2007 contre le parti Fatah du président palestinien Mahmoud Abbas.

Le Hamas et d'autres groupes armés palestiniens "ont tiré ces dernières années des milliers de roquettes" contre des civils israéliens, dont des centaines durant l'offensive militaire israélienne de trois semaines contre la bande de Gaza lancée le 27 décembre 2008, indique l'ONG basée à New York.

Selon elle, depuis 2008, ces tirs ont tué trois civils israéliens, grièvement blessé des dizaines d'autres et causé d'importants dommages.

Les roquettes ont également "mis en péril quelque 800.000 personnes".

"Les forces du Hamas ont violé les lois de la guerre en tirant délibérément et aveuglement des roquettes contre des villes israéliennes à partir de secteurs habités par des civils à Gaza, exposant ainsi ces derniers au danger" de ripostes, indique M. Levine.

Après novembre 2008, deux fillettes palestiniennes ont trouvé la mort quand des roquettes visant Israël sont tombées dans la bande de Gaza, selon lui.

Le rapport souligne en outre le caractère "non fiable", c'est-à-dire imprécis, des roquettes Qassam fabriquées par les Palestiniens ou des Grad de l'ex-URSS tirées par le Hamas.

"Ceux qui utilisent ou permettent l'utilisation de telles armes pour des attaques visant délibérément et indistinctement des civils commettent des crimes de guerre".

Le rapport rappelle que les opérations de l'armée israélienne ont causé des pertes nettement supérieures chez les Palestiniens, soit "plusieurs centaines de civils lors de raids aériens, tirs d'artillerie, de chars et autres attaques".

Mais il remarque que les "violations des lois de la guerre se comptabilisent non pas en fonction du nombre des victimes civiles constaté, mais des mesures que les parties en conflit ont adopté pour les épargner".

Le gouvernement du Hamas a Gaza a dénoncé le rapport de HRW, l'accusant de "disculper l'occupant (israélien) des crimes qu'il a commis" et "met bourreau et victime sur un pied d'égalité".

"C'est un rapport politisé et dénué d'objectivité et d'impartialité", a affirmé le ministère de l'Information du gouvernement du Hamas dans un communiqué.

"La résistance dans toutes ses formes et un droit légitime du peuple palestinien tant qu'il est sous occupation et fait face au terrorisme d'Etat (israélien)", a ajouté le communiqué.

Selon les services de santé palestiniens, 1.400 Palestiniens ont été tués et quelque 5.000 blessés durant l'offensive militaire israélienne de 22 jours contre le Hamas dans la bande de Gaza.

Il s'agit du cinquième rapport de HRW sur l'opération israélienne. Dans quatre rapports précédents, l'ONG avait reproché à Israël d'avoir violé les règles du droit international qui obligent un belligérant à distinguer entre cibles civiles et militaires.

(AFP /

06 août 2009 14h47)

<http://www.romandie.com/ats/news/090806124724.dsan6flw.asp>

6 Ue

L'Europe fait pression (...) pour un gel des colonies juives.

L'Allemagne, la France et la Suède, pays qui préside actuellement l'Union européenne, ont joint leur voix mardi à d'autres pays occidentaux qui pressent Israël de geler les constructions de logements pour colons à Jérusalem. Netanyahu, qui rejette les appels de la communauté internationale pour geler les constructions de nouveaux logements dans les territoires occupés, a semblé donner des signes d'assouplissement, avec la publication mardi par un journal d'un plan secret visant à évacuer de force une vingtaine de colonies sauvages.

Selon le quotidien Haaretz, l'armée israélienne prépare une 'opération coup de poing' pour raser en une journée les 23 colonies juives sauvages de Cisjordanie que l'Etat juif s'était engagé auprès de son allié américain à démanteler il y a déjà huit ans.

L'article du journal de centre gauche n'avance pas la date d'une telle opération mais précise que l'armée s'est livrée la semaine dernière à une répétition générale pour se préparer à l'évacuation de force des 8.000 colons installés dans ces "avant-postes" jamais autorisés par les autorités.

Ces préparatifs ont été menés par l'armée en étroite liaison avec Benjamin Netanyahu, qui a promis au président américain Barack Obama la destruction de ces colonies sauvages en contrepartie de la poursuite de "l'extension naturelle" des colonies existantes.

Des porte-parole du chef du gouvernement et de l'armée ont refusé de commenter l'article paru dans Haaretz sous la signature d'un éditorialiste auquel l'ancien Premier ministre Ariel Sharon, toujours dans le coma, avait confié son intention d'évacuer la bande de Gaza, ce qui fut fait en 2005.

Pinchas Wallerstein, un des dirigeants des colons, a qualifié l'information du journal de "complètement délirante", bien que le vice-ministre israélien de la Défense Matan Vilnai ait déclaré il y a deux mois que ce dossier était prioritaire pour le nouveau gouvernement Netanyahu, dominé par la droite.

Mais, au micro de la radio de l'armée, il n'a pas exclu que les colons soient amenés à conclure avec les autorités des "accords douloureux", tout en excluant qu'ils résultent de pressions américaines. Le ministère israélien de la Défense s'est refusé à dévoiler la liste des implantations visées, pour se ménager un effet de surprise.

A Berlin, Ruprecht Polenz, personnalité de la CDU de la chancelière Angela Merkel, a déclaré qu'Israël courait le risque de "se suicider progressivement en tant qu'Etat démocratique" s'il n'arrêtait pas les constructions.

Polenz, qui dirige la commission des Affaires étrangères du Bundestag, a déclaré au quotidien allemand Rheinische Post qu'"Israël oublie le fait que ni les Palestiniens ni les pays arabes n'accepteront une solution sans Jérusalem-Est".

Le ministère français des Affaires étrangères a convoqué l'ambassadeur d'Israël à Paris, Daniel Shek, pour

protester contre le projet de construction de logements israéliens à Jérusalem-Est, qu'Israël a annexé après la guerre des Six-jours en 1967 et qu'il considère comme partie intégrante de sa capitale.

La Suède a quant à elle exhorté Israël à ne pas démolir d'habitations de Jérusalem-Est, où des milliers de personnes sont menacées d'être déplacées.

Benjamin Netanyahu s'est engagé auprès de Barack Obama, qui réclame un gel total des activités de colonisation juive, à ne pas construire de colonies nouvelles et à démanteler celles qui se sont installées sans agrément du gouvernement, mais il a exclu de geler l'extension naturelle des colonies existantes.

Le président palestinien Mahmoud Abbas a déclaré que les négociations de paix avec Israël, suspendues depuis six mois, ne reprendraient que si l'Etat juif cessait l'ensemble de ses activités de colonisation, conformément aux dispositions de la "feuille de route pour la paix" acceptée en 2003 par les deux parties.

Benjamin Netanyahu a lancé un nouveau défi aux Etats-Unis dimanche en rejetant leur demande de suspension de la construction de 20 nouveaux logements dans la partie orientale et arabe de Jérusalem. "Nous ne pouvons pas accepter l'idée que les Juifs n'aient pas le droit de vivre et d'acheter où que ce soit à Jérusalem", a martelé le Premier ministre lors du conseil des ministres hebdomadaire.

Réagissant à ces propos, le négociateur palestinien Saeb Erekat a déclaré que le Premier ministre israélien devait comprendre que "colonies et paix sont deux choses qui ne font pas bon ménage".

Le vice-Premier ministre israélien Dan Meridor a invité les Palestiniens à reprendre le chemin de la table de négociation, soulignant qu'ils avaient accepté de discuter avec le gouvernement précédent d'Ehud Olmert alors même que la colonisation se poursuivait.

"Je pense, et certainement j'espère, que nous allons assister à la reprise des négociations dans les prochaines semaines", a-t-il déclaré à la presse étrangère.

Al-Oufok avec les agences de presse

22 juillet 2009 -

<http://www.aloufok.net:80/spip.php?article730>

2 Europe

1 Europe

Pas de nouvelles colonies.

Les Européens ont également souligné qu'il ne s'agissait que d'un premier pas pour relancer les négociations israélo-palestiniennes, mais encore insuffisant et ce d'autant plus que M. Netanyahu a refusé un gel total de la colonisation israélienne en Cisjordanie. "Le Premier ministre va assurer à nouveau qu'Israël ne créera pas de nouvelles colonies, ne saisira pas de nouvelles terres tout en insistant sur le fait qu'il faut permettre aux habitants des colonies de mener une vie normale", a ajouté ce responsable en faisant ainsi allusion à la poursuite de la construction de logements.

(afp/acx)

23/06/09

2 France

"Il faut obtenir absolument l'arrêt de la colonisation", selon Bernard Kouchner

Paris va dans le sens de Washington, concernant le gel des colonisations à Jérusalem-Est, une question qui oppose Israël aux Etats-Unis. "Il faut obtenir absolument l'arrêt de la colonisation," a déclaré Bernard Kouchner mardi, lors d'une conférence de presse au ministère des Affaires étrangères à Paris.

L'ambassadeur israélien a été "convoqué" au Quai d'Orsay, tout comme celui des Etats-Unis l'avait été par l'administration américaine ce week-end, a indiqué Bernard Kouchner, dont les propos étaient rapportés sur le site Internet du ministère. L'ambassadeur israélien en France devait être reçu "mardi après-midi ou ce mercredi", pour discuter "de la colonisation et de la liberté de circulation".

"Sinon, il n'y aura guère de chances de obtenir ce qui est essentiel, l'existence d'un Etat palestinien, démocratique, qui se gouvernera seul à côté de l'Etat d'Israël, à l'existence duquel nous tenons," a précisé Bernard Kouchner.

Bernard Kouchner a rappelé les divergences entre sa position et celle du Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu : "Il y a une différence d'appréciation et une différence politique nette que nous connaissons et avec laquelle nous avons également à faire."

Bernard Kouchner a affirmé être "très en contact avec nos amis israéliens et nos amis palestiniens et ce n'est pas une clause de style, ce n'est pas une manière de parler diplomatique, ce sont nos amis des deux côtés. Est-ce que c'est possible ? Cela doit l'être."

Le vice-Premier ministre israélien a estimé mardi que les Etats-Unis ne pouvaient demander l'abandon d'un projet immobilier pour des familles juives, dans des quartiers traditionnellement arabes de Jérusalem-Est, alors que selon lui, George Bush avait donné son feu vert au nom de l'Amérique.

Dan Meridor, pourtant considéré comme l'un des plus modérés dans le gouvernement israélien, a affirmé que le

gouvernement de George W. Bush avait donné son accord informel à des constructions limitées et que son successeur Barack Obama devrait donc honorer ces accords, au risque sinon, de saper la crédibilité des Etats-Unis et la légitimité des futurs accords.

[Al-oufok avec les agences de presse](#)

22 juillet 2009 -

<http://www.aloufok.net:80/spip.php?article730>

L'ambassadeur israélien convoqué jeudi au Quai d'Orsay

Convoqué au Quai d'Orsay comme l'avait annoncé Bernard Kouchner, l'ambassadeur d'Israël en France s'est vu rappeler jeudi matin la position de Paris, qui juge "indispensable" un "gel immédiat de la colonisation, y compris à Jérusalem-Est".

Le chef de la diplomatie française Bernard Kouchner, rappelant qu'"il faut obtenir absolument l'arrêt de la colonisation", avait annoncé mardi que l'ambassadeur israélien avait été convoqué au ministère des Affaires étrangères.

L'ambassadeur d'Israël en France Daniel Shek était "présent ce matin au ministère (...) pour que notre position concernant la colonisation et la liberté de circulation lui soit rappelée par le directeur général des affaires politiques", a précisé jeudi le porte-parole du Quai d'Orsay Eric Chevallier lors d'un point de presse électronique. "Un gel immédiat de la colonisation, y compris à Jérusalem-Est, est en effet indispensable pour sauvegarder la solution des deux Etats et permettre la relance des négociations sur une base crédible. Toutes les parties doivent respecter les engagements pris au titre de la Feuille de route", a-t-il rappelé.

"S'agissant des questions d'accès et de circulation, notamment à Gaza, la situation ne peut pas non plus rester en l'état", a ajouté le porte-parole du ministère. "Israël doit ouvrir de manière régulière les points de passages pour permettre la reconstruction de Gaza et le retour à la vie normale".

"Cet entretien a été l'occasion de rappeler notre préoccupation devant les difficultés de circulation que connaissent depuis plusieurs mois nos diplomates dans les Territoires palestiniens, et la nécessité que les forces de sécurité israéliennes respectent le droit international applicable aux agents diplomatiques et consulaires", a également précisé M. Chevallier.

L'administration américaine avait également convoqué l'ambassadeur israélien aux Etats-Unis pour lui rappeler sa position sur la colonisation.

Washington, qui réclame depuis des mois que l'Etat hébreu gèle les constructions dans les implantations, a demandé la suspension d'un projet de logements pour des familles juives à Jérusalem-Est sur le site de l'Hôtel Shepherd.

Hind Khoury : Les mots ne suffisent pas pour stopper la colonisation.

Mercredi, le gouvernement français a publié un nouvel appel à l'arrêt immédiat de la colonisation israélienne dans les Territoires palestiniens occupés en 1967.

Cette déclaration correspond à une réalité indéniable, et je voudrais profiter de l'occasion pour avancer une solution positive sur cette question.

A maintes reprises, le président Nicolas Sarkozy a appelé au gel de la colonisation israélienne dans les territoires occupés palestiniens. A l'occasion de son discours prononcé devant la Knesset le 23 juin 2008, le président de la République française a ainsi déclaré qu'« il "ne peut y avoir de paix sans l'arrêt de la colonisation". L'arrêt de la colonisation israélienne en territoire palestinien constitue un premier pas vers la paix.

Après près de 42 années de colonisation des territoires occupés, alors que la viabilité du futur Etat palestinien est aujourd'hui en péril, les condamnations officielles et les résolutions des Nations unies demeurent malheureusement sans effet.

Avec près de 500 000 colons résidant aujourd'hui en Cisjordanie, dont 185 000 au sein et aux environs de Jérusalem Est, la situation est devenue insoutenable.

Il y a bien longtemps que les mots ne suffisent plus. Pour sauvegarder la perspective d'une solution de paix basée sur deux Etats, il serait important que la France comme l'Union Européenne se saisissent de ce problème crucial et relèvent le défi. L'urgence justifierait une action sur trois fronts.

Des entreprises françaises construisent le tramway de Jérusalem-est occupée

Il convient d'abord de constater que l'explosion de la colonisation doit beaucoup aux avantages économiques octroyés aux colons. Selon un sondage de La Paix Maintenant, la grande organisation pacifiste israélienne, 77% des colons (en Cisjordanie, Jérusalem non compris) ont choisi d'habiter en Cisjordanie pour des raisons liées au "mode de vie" proposé. Le plus souvent, ces colons s'installent en territoire palestinien parce que l'Etat d'Israël leur offre des logements de qualité à bas prix agrémentés d'incitations financières.

La construction d'infrastructures et la mise à disposition de services à l'usage exclusif des colons entravent le fonctionnement normal des villes et villages palestiniens. Ce sont l'existence de ces colonies qui justifient largement les restrictions à la libre circulation des Palestiniens imposées par Israël, et matérialisées par les checks points et le Mur de Séparation.

A force de destructions de maisons et de confiscations de terres, mes compatriotes viennent grossir chaque jour les agglomérations palestiniennes existantes, et déjà surpeuplées. Enfin, l'extension des colonies et la main mise des autorités israéliennes sur les ressources naturelles palestiniennes limitent les sources de revenu à la

disposition des Palestiniens. Elles privent des centaines de milliers d'entre eux des moyens de mener une vie décente.

La responsabilité israélienne est centrale. On ne peut cependant passer sous silence le comportement de nombreuses sociétés étrangères, qui finalement contribue au développement démographique et économique de ces colonies en Cisjordanie.

Notamment, certaines entreprises françaises, répondant à une commande israélienne, achèvent de construire un tramway à Jérusalem-Est occupé. Cette ligne de tramway ne sert pas le bien-être des Palestiniens mais vise à connecter les colonies israéliennes au centre de Jérusalem. Cette construction atomise un peu plus le tissu socio-économique palestinien tout en consolidant la mainmise d'Israël sur Jérusalem.

Sans doute est-il nécessaire de rappeler que le transfert d'une population étrangère sur une terre occupée est prohibé par la quatrième convention de Genève du 12 août 1949, dont le Conseil de sécurité des Nations unies a maintes fois réaffirmé la validité. La résolution 465 du 1er mars 1980, affirme notamment que :

“ Toutes les mesures prises par Israël pour modifier le caractère physique, la composition démographique, la structure institutionnelle ou le statut des territoires palestiniens (...) y compris Jérusalem (...) n'ont aucune valeur en droit. ” Les Etats doivent donc “ ne fournir à Israël aucune assistance qui serait utilisée spécifiquement pour les colonies de peuplement ”.

Aussi, est-il devenu aujourd'hui indispensable que la France prenne les mesures adéquates afin d'empêcher ses entreprises et ses nationaux d'agir illégalement dans les territoires occupés palestiniens.

La France importe des produits des colonies

Second terrain qu'il convient de couvrir : mettre fin à l'importation de biens produits dans les colonies. Au sein de l'UE, la France figure parmi les premiers importateurs de produits israéliens. Parmi ceux-ci, nombreux sont les produits qui proviennent en réalité de colonies situées en Cisjordanie.

Ainsi, des sociétés israéliennes implantées dans les colonies s'enrichissent injustement en exploitant la terre et l'eau illégalement soustraites aux Palestiniens, ressources qui devraient normalement permettre le développement économique palestinien.

L'UE et Israël disposent d'un arrangement qui prévoit que ces biens ne bénéficient pas de l'accord de libre-échange qui les lie. Mais comment peut-on accepter que ces biens, produits sur un territoire usurpé en violation du droit international, puissent même continuer à entrer sur le marché européen ?

L'UE doit exercer concrètement son influence

L'UE jouit déjà d'une relation étroite avec Israël. Elle peut dès à présent utiliser son influence auprès de son partenaire afin d'obtenir qu'il se conforme à ses demandes répétées de geler la colonisation. Il est grand temps d'adopter une nouvelle approche : Israël, comme n'importe quel Etat agissant en violation du droit international, doit comprendre que de tels agissements ont un coût.

Seules des mesures concrètes prises par les grandes puissances et notamment l'Etat français et l'UE peuvent mettre fin au morcellement continu des territoires qui torpille les dernières chances de paix entre Israël et le peuple palestinien.

L'UE soutient ces territoires occupés à hauteur de 500 millions d'euros par an. Tout comme il relève de sa responsabilité de vérifier que cet argent sert directement la cause de la paix, il est de son droit de s'assurer que cet investissement n'est pas sabordé par la politique de “fait accompli” menée par Israël en territoire palestinien. Agir sur le front des colonies, après des décennies de condamnations infructueuses, ce n'est pas favoriser un camp ou l'autre. Joindre les actes à la parole c'est au contraire sauver les derniers espoirs de paix sur la base de la cohabitation de deux Etats.

Hind Khoury |

Déléguée Générale de Palestine en France|

24/07/2009

(Baz Ratner/Reuters).

<http://www.rue89.com/2009/07/24/palestine-les-mots-ne-suffisent-pas-pour-stopper-la-colonisation>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19